



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 24 AVRIL 1909.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi et jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 833

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du dix-neuvième jour d'avril 1909, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Trois-Rivières : MM. Nérée Germain, cultivateur, de la Grande Anse, et Euchariste Crête, rentier, de Saint Jean des Piles, comté de Champlain.

District de Beauharnois.—M. John Duncan McMillan, officier de douane, du canton de Dundee, comté de Huntington.

District de Joliette.—MM. Félix Fréchette, Charles Landry, Joseph Charpentier, et Dolphis Bussiès, tous cultivateurs, de Saint-Charles de Mandeville, comté de Berthier.

District de Terrebonne.—MM. James Hall, cultivateur, de Saint-Colomban, Joseph Longpré, cultivateur, Eugène Vezau, marchand, de Saint-Canut, William Ouimet, médecin, de l'Annonciation, Frédéric Giroux, bourgeois, Hubert Vermette, forgeron, de Sainte-Monique, Emmaus Lallier, cultivateur, de Saint-Augustin, comté des Deux-Montagnes.

District de Québec.—MM. Louis Barthélemy Pelletier, commis, à l'I. C. R., Thomas Powers, entrepreneur, Jos. Aimé Gagné dit Bellavance, marchand, Alfred Blouin, épicier, François Xavier Jon-

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 24th APRIL, 1909

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 834

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the nineteenth day of April, 1909, to associate to the commission of the peace for the district of Three Rivers : Messrs. Nérée Germain, farmer, of the Grande Anse, and Euchariste Crête, rentier, of Saint Jean des Piles, county of Champlain.

District of Beauharnois.—Mr. John Duncan McMillan, custom-house officer, of the township of Dundee, county of Huntington.

District of Joliette.—Messrs. Félix Fréchette, Charles Landry, Joseph Charpentier, and Dolphis Bussiès, all farmers, of Saint Charles de Mandeville, county of Berthier.

District of Terrebonne.—Messrs. James Hall, farmer, of Saint Colomban, Joseph Longpré, farmer, Eugène Vezau, merchant, of Saint Canut, William Ouimet, physician, of l'Annonciation, Frédéric Giroux, gentleman, Hubert Vermette, blacksmith, of Sainte Monique, Emmaus Lallier, farmer, of Saint Augustin, county of Two Mountains.

District of Québec.—Messrs. Louis Barthélemy Pelletier, clerk of the I. C. R., Thomas Powers, contractor, Jos. Aimé Gagné dit Bellavance, merchant, Alfred Blouin, grocer, François Xavier Jon-

cas, employé civil, John Brown, commis, Ernest Turcotte, boulanger, James Darcy, rentier, Almanzor Lamontagne, marchand, Victor Ringuet, charretier, James Lawlor, rentier, Alfred Verreault, employé civil, Joseph E. Mercier, libraire, et Edmond Gingras, vétérinaire, tous de la ville de Lévis, Liboire Joseph Piché, teneur de livres, du Lac Saint-Joseph, comté de Portneuf. 1841

cas, civil employee, John Brown, clerk, Ernest Turcotte, baker, James Darcy, rentier, Almanzor Lamontagne, merchant, Victor Ringuet, carter, James Lawlor, rentier, Alfred Verreault, civil employee, Joseph E. Mercier, bookseller, and Edmond Gingras, veterinary surgeon, all of the town of Lévis, Liboire Joseph Piché, book-keeper, of Lake Saint Joseph, county of Portneuf. 1842

Avis du Gouvernement

No 67-09.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Délimitation de municipalités scolaires.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 17 avril courant, 1909, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Edouard de Wakefield, comté d'Ottawa, les lots Nos 28 et 30, du XI^e rang du canton de Wakefield, et de les annexer à la municipalité scolaire de "Portland Ouest", dans le même comté. 1815

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 19 avril 1909.

Présent : Le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en Conseil.

Attendu qu'une résolution passée par le conseil municipal de la municipalité nord de la paroisse de Saint-Joseph de Blandford, dans le comté de Nicolet, le premier jour de février 1909, a fait voir à Son Honneur le lieutenant-gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution du dit conseil municipal à être fait en vertu du code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue française seulement, sans préjudice pour au uns des habitants de la dite municipalité ; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies ;

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions du dit conseil municipal de la municipalité nord de la paroisse de Saint-Joseph de Blandford, dans le comté de Nicolet, dont la publication est prescrite par les dispositions du code municipal de la province de Québec, se publient à l'avenir dans la langue française seulement.

GUSTAVE GRENIER,

Greffier du Conseil Exécutif.

Publié en conformité de l'article 244 du code municipal de la province de Québec.

JOS. BOIVIN,

1813

Sous secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du septième jour d'avril 1909, constituant en corporation MM. Charles Edgar Kennedy, du canton de Stanstead, mineur, George Robert Edgar Kennedy, mineur, Joshua A. Tate, marchand d'huile, et George E. Smith, entrepreneur, de la cité de Sherbrooke, Herbert Henry Clark, commis-voysageur, du village de Lennoxville, dans les buts suivants :

Chercher et explorer des mines et minéraux.

Faire toutes opérations par lesquelles on peut miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter, de quelque autre manière que ce soit, le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minéraux quelconques ; donner une valeur marchande à ces minéraux par quelque procédé que ce soit, et les vendre ou autrement en disposer ;

Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers droit de mines, droits de préemption, ou tout autre intérêt en ce ux ; des appareils

Government Notice

No. 67-09.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Boundaries of school municipalities.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 17th April instant, 1909, to detach from the school municipality of Saint Edouard of Wakefield, county of Ottawa, the lots Nos 28 and 30, of the eleventh range of the township of Wakefield, and to annex them to the school municipality of "Portland West", in the same county. 1816

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Québec, 19th April, 1909.

Present : The LIEUTENANT GOVERNOR in Council.

Whereas by resolution passed by the municipal council of the north municipality of the parish of Saint Joseph de Blandford, in the county of Nicolet, on the first day of February, 1909, it hath been shewn to His Honor the Lieutenant Governor that the publication of any notice, by law or resolution of the said municipal council, to be made under the provisions of the municipal code of the province of Quebec, may be so made in the french language only, without detriment to any of the inhabitants of the said municipality ; and whereas all the formalities required by law have been observed ;

It is ordered that the notices, by-law and resolutions of the said municipal council of the north municipality of the parish of Saint Joseph de Blandford, in the county of Nicolet, the publication of which is required by the provisions of the municipal code of the province of Quebec, be henceforth published in the french language only.

GUSTAVE GRENIER,

Clerk of the Executive Council.

Published in conformity with article 244 of the municipal code of the province of Quebec.

JOS. BOIVIN,

1814

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, the ters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the seventh day of April, 1909, incorporating Messrs. Charles Edgar Kennedy, of the township of Stanstead, miner, George Robert Edgar Kennedy, miner, Joshua A. Tate, oil merchant, and George E. Smith, contractor, of the city of Sherbrooke, Herbert Henry Clark, commercial traveller, of the village of Lennoxville, for the following purposes :

Prospect and explore for mines and minerals.

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatever, be mined, dug for, raised, washed, cradled, melted, refined, crushed or treated in any manner ; render such mineral merchandisable by any means whatever, and sell or otherwise dispose thereof ;

Acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption, rights, or any interests therein ; mechanical contrivances, patent

mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées, se rapportant aux objets susdits ;

Construire, entretenir et exploiter, sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe ou de téléphone, jetées, digues, biez, canaux, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations ;

Exercer tous les pouvoirs énumérés dans les articles 5225 à 5231 des statuts refondus en la manière y prescrite ;

Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers ;

Construire, acquérir, posséder, affréter, et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits ;

Recevoir en paiement des minerais, de terrains, de marchandises ou d'ouvrages faits, des actions, bons, débentures, ou autres valeurs émises par toute compagnie minière et les garder ou en disposer ;

Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits de toute personne ou compagnie exerçant toute industrie ou faisant un commerce que peut exercer ou faire une compagnie constituée en vertu de cette loi, et les payer, au moyen d'actions libérées en tout ou en partie si elle le désire, et se charger des dettes et charges y afférentes ;

Faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire de ceux-ci énumérés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation, sous le nom de "Eastern Canada Mines Company", avec un capital total de cinq cent mille piastres (\$500,000 00), divisé en cinq cent mille (500,000) actions d'une piastre (\$1.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, dans la province, sera dans la cité de Sherbrooke.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour d'avril 1909.

1807

JOS. BOIVIN,
Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sept avril 1909, constituant en corporation MM. Joseph Antoine Gagnon, agent d'immeubles, Charles Edouard Gagnon, avocat, Adélard Lebel, médecin, fidéicommissaire pour ses enfants, Marie Louise Célanire Panneton, épouse séparée de biens du dit Joseph Antoine Gagnon, et de ce dernier dûment autorisée, et J. Théo. Legault, notaire, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants, savoir :

Approvisionner d'eau le village de Saint-Jean-Baptiste de la Pointe-aux-Trembles, et toute autre municipalité, se trouvant à une distance raisonnable des usines de l'aqueduc de la compagnie, et à ses fins ;

Acquérir de toute personne quelconque, tous immeubles, outillage et objets mobiliers servant et devant servir à l'exploitation de l'aqueduc ;

Elever, construire, équiper, entretenir et exploiter toutes usines et autres bâtisses nécessaires à l'exploitation du dit aqueduc ;

Creuser des canaux, poser des tuyaux, et prendre tous autres moyens de conduire l'eau à travers les municipalités qui lui auront exprimé leur consentement, au moyen d'un règlement régulièrement adopté par leur conseil ;

Etre aux droits et privilèges de monsieur Pierre O. Casavant, bourgeois, de la Pointe-aux-Trembles, (du consentement de ce dernier) à lui conféré en vertu d'un règlement passé et adopté par le conseil municipal du village de Saint-Jean-Baptiste de la Pointe-aux-Trembles, et conclure avec le dit conseil, tous autres règlements jugés nécessaires à l'exploitation du dit aqueduc ;

Conclure et exécuter toute convention avec le

rights of invention or the right to make use of such apparatus or patent rights connected with the aforesaid purposes ;

Build, maintain and exploit upon its own property or upon those under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water powers, electric and other powers, water works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations ;

Exercise all the powers enumerated in articles 5225 to 5231 of the revised statutes in the manner therein prescribed ;

Manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandises, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen.

Build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products ;

Receive in payment for minerals, lands, merchandise or work, shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company and hold the same or dispose thereof ;

Acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of any person or company carrying on any industry or business which a company constituted under this act may carry on, and pay for the same by paid up shares in whole or in part, if it so desire, and undertake the debts and charges appertaining thereto ;

Do all such acts and operations as are necessary to those above mentioned, or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated under the name of "Eastern Canada Mines Company", with a total capital of five hundred thousand dollars (\$500,000.00), divided into five hundred thousand (500,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, will be in the city of Sherbrooke.

Dated from the office of the provincial secretary, this seventh day of April, 1909.

1808

JOS. BOIVIN,
Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the seventh of April, 1909, incorporating Messrs. Joseph Antoine Gagnon, real estate agent, Charles Edouard Gagnon, advocate, Adélard Lebel, physician, trustee for his children, Marie Louise Célanire Panneton, wife separated as to property of the said Joseph Antoine Gagnon, and by the latter duly authorized, and J. Théo. Legault, notary, all of the city of Montreal, for the following purposes, viz :

To supply with water the village of Saint Jean-Baptiste de la Pointe-aux-Trembles, and any other municipality being at a reasonable distance from the waterworks of the company, and for such purpose ;

To acquire from any person whosoever real estate, tools and implements useful and to be used for the operation of the waterworks ;

To erect, construct, equip, maintain and operate any works and other buildings necessary for the operation of the said waterworks ;

To dig drains, lay pipes and take any other means to supply water to the municipalities having given their consent thereto, by means of a by-law regularly passed by their council ;

To have the rights and privileges of Mr. Pierre O. Casavant, gentleman, of Pointe-aux-Trembles, (with the consent of the latter) on him conferred under a by-law passed and adopted by the municipal council of the village of Saint Jean-Baptiste de la Pointe-aux-Trembles, and to conclude with the said council any other regulations deemed necessary for the operation of the waterworks ;

To make and enter into any agreement with the

conseil de la corporation de toute municipalité située à une distance raisonnable des usines de la compagnie, pour la fourniture de l'eau selon les besoins et aux termes et conditions qui seront arrêtés entre la compagnie et le conseil ;

Recevoir du dit conseil du dit village de Saint-Jean-Baptiste de la Pointe-aux-Trembles, et de tout autre conseil de municipalité quelconque, ou de qui que ce soit, des octrois à titre d'aide, pour l'exécution, équipement et entretien des travaux du dit aqueduc, sous forme de dons, subventions, prêts d'argent, débentures et d'autres effets représentant des deniers par voie de garantie ou d'exemption de taxes ou cotisations, sous le nom de "Aqueduc Pointe-aux-Trembles, Incorporée" avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province, sera à Saint-Jean-Baptiste de la Pointe-aux-Trembles.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour d'avril 1909.

1809

JOS. BOIVIN,
Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quinzième jour d'avril 1909, constituant en corporation M.M. Frank Carrel, éditeur, George M. Fairchild, gentilhomme, honorable C. Eugène Dubord, gérant, G. Sewell Page, gérant, William Lee, marchand, Frederick Malcolm Wells, chirurgien dentiste, tous de la cité de Québec, dans les buts suivants :

Avec pouvoir d'acquérir de Frank Carrel, de la cité de Québec, éditeur, comme une affaire en opération, les affaires maintenant conduites par lui personnellement, comme éditeur et imprimeur, ensemble avec l'emploi de son nom et ceux des journaux publiés par lui, la clientèle de ses affaires, entreprise et autres biens ;

Avec pouvoir de faire les affaires en général de reliure, journal, impression à l'entreprise et annonces, et en général faire le commerce de toute nature et sorte quelconque ;

Avec pouvoir d'acquérir, acheter, échanger, louer, ou, par aucun titre quelconque, posséder des meubles ou immeubles, y compris des machines, presses à imprimer, caractères et tous les appareils et matériaux qui peuvent être requis dans le but de faire les affaires parfaitement et efficacement ;

Avec pouvoir de disposer de toute la propriété ou aucune partie d'icelle, soit meuble ou immeuble, soit par vente, donation ou échange, et la louer aux termes qui peuvent être jugés à propos, y compris en général toutes les machines, presses et matériaux leur appartenant, à toute personne ou personnes ou compagnies, soit dans le but de faire les affaires de publication et impression de journaux, ou impression à l'entreprise ou les affaires de reliure, ou toutes ensemble, ou pour tout autre but quelconque ;

Avec pouvoir d'hypothéquer leur propriété immobilière et donner toute garantie quelconque sur leur propriété dans le but de garantir les avances ou prêts à eux faits pour garantir les obligations ou dettes de la dite compagnie ;

Avec pouvoir de placer son surplus dans le rachat de ses obligations, débentures et autres garanties ;

Avec pouvoir de promouvoir et aider au progrès et devenir un actionnaire dans toute autre compagnie faisant des affaires légales, sous le nom de "Frank Carrel Company, Limited", avec un capital total de dix cent mille piastres (\$200,000.), divisé en deux mille (2000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour d'avril 1909.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

council of the corporation of any municipality situate at a reasonable distance from the works of the company, for the supply of water according to the requirements and on the terms and conditions agreed on between the company and the council ;

To receive from the said council of the said village of Saint Jean-Baptiste de la Pointe-aux-Trembles, and from any other municipal council whatsoever, or from any person whosoever, grants in the way of aid for the execution, equipment and maintenance of the works of the said aqueduct, under the form of gifts, subsidies, loans of money, debentures and other effects representing money, by means of security or exemption from taxes or assessments, under the name of "Aqueduc Pointe-aux-Trembles, Incorporated", with a total capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, will be at Saint Jean-Baptiste de la Pointe-aux-Trembles.

Dated from the office of the provincial secretary, this seventh day of April, 1909.

1810

JOS. BOIVIN,
Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the fifteenth day of April, 1909, incorporating Messrs. Frank Carrel, publisher, George M. Fairchild, gentlemen, Honorable C. Eugene Dubord, manager, G. Sewell Page, manager, William Lee, merchant, Frederick Malcolm Wells, surgeon dentist, all of the city of Quebec, for the following purposes :

With power to acquire from Frank Carrel, of the city of Quebec, publisher, as a going concern, the business now carried on by him personally, as publisher and printer, together with the use of his name and that of the newspapers published by him, the good-will of his business, enterprise and other assets ;

With power to carry on a general bookbinding, newspaper, job printing and publishing business, and generally to engage in trade and commerce of every nature and kind whatsoever ;

With power to acquire, buy, purchase, exchange, lease, or, by any title whatsoever, to hold movable or immovable property, including machinery, printing presses, type and all and every the apparatus and material which may be required for the purposes of fully and effectually carrying on business ;

With power to dispose of the whole or any part of the property, whether movable or immovable, either by sale, gift or exchange, and to lease the same for such terms as they may see fit, including all and singular the machinery, and presses and materials owned by them to any person or persons, or companies, either for the purpose of carrying on the publication and printing of newspapers, or job printing, or the bookbinding business, or all of them, or for any other purposes whatsoever ;

With power to mortgage their immovable property, and to give any security whatsoever upon their property for the purpose of guaranteeing advances or loans made to them to secure bonds or indebtedness of the said company ;

With power to invest its surplus funds in the redemption of its bonds, debentures and other securities ;

With power to promote and assist in promoting and to become a shareholder in any other company carrying on any lawful business, under the name of "Frank Carrel Company, Limited", with a total capital stock of two hundred thousand dollars (\$200,000.00), divided into two thousand (2000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, will be in the city of Quebec.

Dated from the office of the provincial secretary, this fifteenth day of April, 1909.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial secretary.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies, de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16^e jour d'avril 1909, constituant en corporation MM. William Vart Henderson, manufacturier, de la ville de Saint-Louis, Malcolm Robert McKenzie, manufacturier, de la ville d'Outremont, Harry James Henderson, commis, William McNevin Henderson, commis, Robert Henry Teare, teneur de livres, ces trois derniers de la ville de Saint-Louis, dans les buts suivants :

Acheter et acquérir du dit William Vart Henderson, et continuer comme une affaire en opération, les affaires de manufacturier, raffineur et marchand d'huiles ci-devant faites par lui dans la ville d'Outremont, dans le district de Montréal, ensemble avec la clientèle d'icelui et toutes les terres, maisons, bâtisses, stock de commerce, machines, appareils, marques de commerce, et tous les biens de toute nature et sorte et prendre toutes les dettes ayant rapport et appartenant aux dites affaires, à tels termes et conditions et à tel prix convenu par les directeurs de la compagnie, et de payer pour iceux en argent ou par l'émission d'obligations ou d'actions payées non cotisables de la compagnie ou de toutes les deux ;

Acquérir et acheter, vendre, louer, posséder et mettre en opération d'autres terres, maisons, bâtisses, machines, appareils et marques de commerce et autres propriétés et actions et intérêts dans toutes autres affaires semblables et de les payer en argent ou par l'émission d'obligations ou d'actions payées non cotisables de la compagnie ou de tous les deux ;

Vendre toutes les propriétés, biens et entreprises de la compagnie ou aucune partie d'iceux, pour telle considération que les directeurs et les trois quarts des actionnaires de la compagnie pourront juger à propos et en particulier pour actions, obligations ou garanties de toute autre compagnie ayant des objets semblables à ceux de la compagnie, et dis tribuer parmi les actionnaires de la compagnie en espèces toute propriété de la compagnie et en particulier toutes actions, obligations ou garanties de toute autre compagnie appartenant à cette compagnie ou dont la compagnie peut avoir le droit de disposer.

Faire dans toute la province de Québec les affaires de manufacturiers, raffineurs et marchands d'huile minérale, végétale, animale, huile de poisson, huile lubrifiante et d'éclairage et les produits d'iceux, acheter des raffineries, appareils et machines, acheter, louer et vendre des terres à l'huile de pétrole et autres terres, acheter, vendre et produire le pétrole cru et autres huiles et les produits d'iceux ;

Creuser et construire des puits et développer autrement les terres à l'huile de pétrole ;

Ériger, louer, acheter et vendre des raffineries d'huile et des producteurs d'huile, manufacturier, acheter et vendre des raffineries d'huile, producteurs d'huile, fournitures de toute sorte, emmagasiner, mettre en réservoir et en entrepôt des huiles raffinées et crues et les produits d'celles, construire et mettre en opération des lignes de tuyaux pour le transport de l'huile et faire toutes autres choses ayant rapport à l'acquisition des susdits objets ;

Hypothéquer et garantir tous les immeubles de la compagnie ;

Prendre, acquérir et posséder des garanties de toute nature ou de toute sorte, meubles ou immeubles pour dettes, engagements ou obligations à la compagnie encourus ou à être encourus ayant rapport aux fins et objets de la compagnie ;

Entrer en arrangement pour le partage des profits, union d'intérêt, co-opération, risque conjoint, concession réciproque ou autrement avec toute personne, société ou corporation engagée dans aucune affaire ou transaction semblables à celles dont la compagnie est autorisée à faire, ou dans toute affaire ou transaction capables d'être conduites pour le bénéfice de cette compagnie, sous le nom de "The Beaver Oil Company, Limited," avec un

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the sixteenth day of April, 1909, incorporating Messrs. William Vart Henderson, manufacturer, of the town of Saint Louis, Malcolm Robert McKenzie, manufacturer, of the town of Outremont, Harry James Henderson, salesman, William McNevin Henderson, salesman, Robert Henry Teare, book-keeper, these last three of the town of Saint Louis, for the following purposes :

To purchase and acquire from the said William Vart Henderson, and continue the same as a going concern, the business of manufacturer, refiner and dealer in oils heretofore carried on by him at the town of Outremont, in the district of Montreal together with the good will thereof and all lands, houses, buildings, stock-in-trade, machinery, plant fixtures, trade-marks, and all assets of every nature and kind to assume all liabilities in connection with and belonging to the said business, upon such terms and conditions and at such price as may be agreed upon by the directors of the company, and to pay for the same in cash, or by the issue of bonds or of fully paid up non-assessable shares of the company or both ;

To acquire and purchase, sell, rent, lease, own and operate other lands, houses, buildings, machinery, plant and trade-marks and other properties and shares and interests in other similar business and to pay for the same in cash or by the issue of bonds or of fully paid up non-assessable shares of the company or both ;

To sell or dispose of all the properties, assets, and undertakings of the company or any part thereof, for such consideration as the directors and three fourths of the shareholders of the company may see fit and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects similar to those of the company, and to distribute among the shareholders of the company in kind any property of the company and in particular any shares, debentures or securities of any other company belonging to this company or of which this company may have the power of disposing ;

To carry on throughout the province of Quebec the business of manufacturers, refiners and dealers of, in and mineral, vegetable, animal, fish, lubricating and illuminating oils and the products thereof, to purchase refineries, plant and machinery, to purchase, lease, let and sell petroleum oil lands and other lands, buy, sell and produce crude petroleum and other oils and the products thereof ;

Sink and put down oil wells and otherwise develop petroleum oil lands ;

To erect, lease, buy, let and sell oils refineries, manufacture, buy and sell oil refineries, and oil producers supplies of all kinds, to store, tank, and warehouse refined and crude oils and products thereof, to construct and operate pipe lines for the transportation of oil and to do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the objects aforesaid ;

To mortgage, hypothecate and pledge any of the immovable property of the company ;

To take, acquire and hold securities of any nature or kind, real or personal for debts, liabilities or obligations to the company incurred or to be incurred in respect to the purposes and objects of the company ;

To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person, firm or corporation, engaged in any business or transaction similar to those which the company is authorized to carry on, or in any business or transaction capable of being conducted so as to benefit this company, under the name of "The Beaver Oil Company, Limited", with a total capi-

capita total de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province, sera dans la ville d'Outremont.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour d'avril 1909.

JOS. BOIVIN,

1823

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quatorze avril 1909, constituant en corporation MM. Joseph Charles Viens, comptable, de la paroisse de la Longue-Pointe, Joseph Hippolyte Beaulieu, restaurateur, Théophile Lafortune, gentilhomme, George Normandin, notaire, Raoul Charbonneau, commis, ces derniers, de la cité de Montréal, dans les buts suivants, savoir :

Faire le commerce comme hôteliers, restaurateurs, charcutiers, confiseurs, marchands de vins et liquors enivrants et autres, de fabricants et débiteurs d'eau gazeuses, bières et autres breuvages similaires ; tabacconistes et toutes autres affaires similaires ou se rapportant à ces divers genres de commerce ;

Tenir des salles de billards, de pools, de quilles, de gymnase et d'autres amusements analogues, ainsi que des cafés concerts et cafés chantants ;

D'acquiescer par achat, louage, échange ou autrement, toutes propriétés immobilières ou mobilières et tous droits, chartes, licences et privilèges quelconques que la compagnie jugera nécessaires pour les fins de ses affaires et de son commerce ;

Émettre des actions ordinaires et privilégiées ; des actions acquiescées ; des bons et débentures, dont la valeur de chacun ou chacune ne devra pas être moindre que de cent piastres, pour les besoins généraux de la compagnie, et pour payer l'acquisition ou la location de tous commerces, entreprises, propriétés mobilières ou immobilières, chartes, licences, droits et privilèges que la compagnie jugera dans l'intérêt de ses affaires et s'y rapportant.

D'accepter et recevoir en paiement de souscriptions au fonds social de la compagnie, tous commerces, entreprises, propriétés mobilières et immobilières, chartes, licences, droits, privilèges et d'émettre en conséquence des actions ou parts entièrement acquiescées, dans le capital action de la dite compagnie ;

Louer ou sous-louer toutes propriétés de la compagnie et vendre en tout ou en partie le commerce, le titre, l'actif, les dettes passives, les contrats, la propriété ou l'entreprise de la compagnie ou de toutes compagnies acquiescées par elle ; ou autrement en disposer à telles conditions que cette compagnie jugera convenables et spécialement pour des actions ou parts acquiescées, débentures ou autres sûretés d'autres compagnies faisant affaires dans le même genre de commerce ;

Devenir actionnaires dans toutes compagnies similaires à celles pour lesquelles la présente incorporation est demandée et acquiescées la clientèle, les droits, propriétés, licences, chartes et privilèges, et l'actif de telles compagnies, se charger en tout ou en partie du passif de toutes personnes, sociétés, associations ou corporations engagées dans les commerces et l'industrie que la compagnie est autorisée à exercer ou dans lesquelles elle est engagée, et les payer en espèces, actions, débentures ou autres effets de commerce de la compagnie ;

Garantir, vendre, louer ou disposer de toutes terres, marques de commerce, industries, brevets, droits, chartes, licences, privilèges ou autres propriétés de la compagnie, et hypothéquer ses immeubles ;

Prendre, acquiescées ou d'en tenir des garanties d'aucune nature ou qualité, mobilières ou immobilières, pour dettes, engagements ou obligations envers la compagnie, encourues ou à être encourues en rapport avec l'objet et les fins du commerce et de l'industrie de la dite compagnie ;

pal stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, will be in the town of Outremont.

Dated at the office of the secretary of the province, this sixteenth day of April, 1909.

JOS. BOIVIN,

1824

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1909, incorporating Messrs. Joseph Charles Viens, accountant, of the parish of Longue-Pointe, Joseph Hippolyte Beaulieu, restaurant keeper, Théophile Lafortune, gentleman, George Normandin, notary, Raoul Charbonneau, clerk, these latter of the city of Montreal, for the following purposes, viz :

To carry on the business of hotel keepers, restaurant keepers, pork butchers, confectioners, wine and liquor merchants, manufacturers and dealers in mineral waters, beer and other like beverages, tobaccoconists and any other business similar or in connection with such divers kinds of commerce ;

To keep billiard and pool rooms, bowling alleys, gymnasiums and other analogous amusements, and concert and singing cafes.

To acquire, by purchase, lease, exchange or otherwise any moveable or immoveable property, rights, charters, licenses and privileges whatsoever, that the company may deem necessary for the purposes of its business and trade ;

To issue ordinary and preferred stock, paid up shares, bonds and debentures, the value of each or any of which shall not be less than one hundred dollars, for the general requirements of the company, and to pay for the acquisition or renting of any business, enterprise, moveable or immoveable property, charter, license, right or privilege that the company may deem in the interest of the company and in connection therewith ;

To accept and receive in payment of subscriptions for the capital stock of the company, any business, enterprise, moveable and immoveable property, charter, license right or privilege and to issue therefor, fully paid up shares of the capital stock of the said company ;

To let or submit any property of the company, and sell the whole or part of the trade, title, assets, liabilities, contracts, property or undertaking of the company or of any companies acquired by it, or otherwise dispose of same on such conditions as the company may deem proper and especial for paid up shares, debentures or other securities of companies in the same lines of business ;

To become shareholders in any companies similar to those hereby praying for incorporation, and to acquire the custom, rights, properties, licenses, charters, privileges and assets of such companies, to take over the whole or part of the liabilities of any persons, partnerships, associations or corporations engaged in the trade and industry that the company is authorized to carry on, or in which it is engaged and pay for the same in money shares, debentures or other commercial values of the company.

To guarantee, sell, lease or dispose of all lands, trade marks, industries, patents, charters, licenses, privileges or other property of the company, and hypothecate immoveables ;

To take, acquire or hold securities of any nature or quality, moveable or immoveable, for debts, engagements or obligations to the company, incurred or to be incurred in connection with the objects and purposes of the trade and commerce of the said company ;

Faire tous actes, actes sous-seing privé, contrats et choses nécessaires et convenables dans l'exercice de tous et chacun des pouvoirs de la compagnie ou qui pourraient être jugés de nature à promouvoir ses intérêts, sous le nom de "La Compagnie des Restaurants de Montréal", avec un capital total de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en mille neuf cent soixante (1960) actions de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

La principale place d'affaire de la corporation dans la province, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour d'avril 1909.

JOS. BOIVIN,

1821

Sous-Secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-unième jour d'avril 1909, constituant en corporation MM. Joseph Raoul Genin, marchand, Joseph L. Perron, avocat et conseil du Roi, Joseph Arthur Trudeau, marchand, Clément Dorlia, importateur et Louis Philippe Bérard, avocat, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants : donner des représentations théâtrales de tous genres ; acquérir des immeubles dans ce but et en disposer ; acquérir tous droits d'auteurs et généralement faire tous les actes et opérations nécessaires pour conduire leur entreprise à bonne fin, sous le nom de "Théâtre de la Comédie Française de Montréal", avec un capital total de cent mille piastres (\$100,000.00), divisé en mille (1000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-unième jour d'avril 1909.

JOS. BOIVIN,

1839

Sous-secrétaire de la province.

No 550-09.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE
DE LA PROVINCE DE QUÉBEC.

En conformité des dispositions de l'article 98 de la loi de l'Instruction publique, le Surintendant donne avis qu'une demande lui a été adressée à l'effet de détacher de la municipalité scolaire de la Côte-des-Neiges, dans le comté d'Hochelaga, le territoire formant la ville de la Côte-des-Neiges, avec les limites assignées à celle-ci par l'acte 7 Edouard VII, chapitre 74, et de l'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de ville de la Côte-des-Neiges.

1817

Québec, 19 avril 1909.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Jean-Baptiste Beauregard, écuyer, notaire public, pratiquant et demeurant à Beaupré, comté de Montmorency, district de Québec, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Augustin Nicolas Vézina, en son vivant notaire public, pratiquant au même endroit, comté et district susdits, conformément aux dispositions du code du notariat.

1811

L. RODOLPHE ROY,

Secrétaire de la province.

Québec, 31 mars 1909.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par J. Arthur Mireault, écrivain, notaire public, résidant et pratiquant en la paroisse de Saint-Gabriel de Brandon, comté de Berthier, district de Richelieu, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Joseph-Eloi Archambault, notaire public, de la paroisse de Saint-Gabriel de Brandon, comté et district susdit, qui a volontairement cessé

To make any deeds, deeds "sous seing privé," contracts and necessary and suitable things in the exercise of all and any of the powers of the company, or that might be deemed of a nature to promote its interest, under the name of "La Compagnie des Restaurants de Montréal," with a total capital of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into one thousand nine hundred and sixty (1960) shares of twenty five dollars (\$25.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, will be in the city of Montreal.

Dated at the office of the secretary of the province, this fourteen day of April 1909.

JOS. BOIVIN,

1822

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty first day of April, 1909, incorporating Messrs. Joseph Raoul Genin, merchant, Joseph L. Perron, advocate and King's counsel, Joseph Arthur Trudeau, merchant, Clément Dorlia, importer, and Louis Philippe Bérard, advocate, all of the city of Montreal, for the following purposes : to give theatrical performances of all kinds ; to acquire and dispose of real estate for such purpose ; to acquire any copyrights and to do in general any act or operation necessary to make a success of their undertaking, under the name of "Théâtre de la Comédie Française de Montréal", with a total capital of one hundred thousand dollars (\$100,000.00), divided into one thousand (1000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, will be in the city of Montreal.

Dated at the office of the secretary of the province, this twenty first day of April, 1909.

JOS. BOIVIN,

1840

Deputy Provincial Secretary.

No. 550-09.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION
OF THE PROVINCE OF QUEBEC.

In conformity with the provisions of article 98 of the Education Act, the Superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipality of Côte-des-Neiges, in the county of Hochelaga, the territory forming the town of Côte-des-Neiges, with the limits assigned to the latter by the act 7 Edward VII, chapter 74, and to erect it into a separate school municipality, under the name of the town of Côte-des-Neiges.

1818

Québec, 19th April, 1909

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, by Jean Baptiste Beauregard, esquire, notary public, practising and residing at Beaupré, county of Montmorency, district of Quebec, by which he asks for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Augustin Nicolas Vézina, in his lifetime notary public, practising at the same place, county and district aforesaid, pursuant to the provisions of the notarial code.

1812

L. RODOLPHE ROY,

Provincial Secretary.

Québec, 31st March, 1909

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, by J. Arthur Mireault, esquire, notary public, practising and residing in the parish of Saint Gabriel de Brandon, county of Berthier, district of Richelieu, asking for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of Joseph Eloi Archambault, notary public, of the parish Saint Gabriel de Brandon, county and district aforesaid, who has voluntary

de pratiquer comme notaire, ainsi que des minutes, répertoire et index de feu les notaires P. O. Piché et J. A. Ecrement, dont le dit Joseph-Eloi Archambault est cessionnaire, conformément aux dispositions du code du notariat.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

1567.4

No 700-09.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC.

En conformité des dispositions de l'article 98 de la loi de l'Instruction publique, le surintendant donne avis qu'on lui a demandé d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom d'Issoudun, la paroisse de Notre-Dame-du-Sacré Cœur d'Issoudun, dans le comté de Lotbinière, avec les limites assignées à celle-ci, par proclamation du lieutenant-gouverneur de la province de Québec, en date du 4 janvier 1909.

1739

Québec, 15 avril 1909.

Avis est par le présent donné qu'une demande a été présentée au lieutenant-gouverneur en conseil, par la municipalité du village d'Ayers Cliff comté de Stanstead, pour obtenir l'autorisation de ne publier qu'en anglais seulement, tous avis, résolutions ou règlements faits et passés par le conseil de la dite municipalité.

Toutes représentations à ce contraire devront être produites dans le délai de deux mois qui suivra la deuxième et dernière publication du dit avis.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

1777.2

PROVINCE DE QUÉBEC.

AFFERMAGE DE FORCES HYDRAULIQUES.

Avis est par le présent donné que l'affermage des deux groupes de forces hydrauliques ci-dessous mentionnés, sera mis à l'enchère dans la salle de vente du département des Terres et Forêts, en cette ville, mardi, le 11 mai prochain, à 10.30 heures de l'avant-midi.

L'affermage sera pour 75 ans, aux conditions stipulées plus bas et à telles autres conditions qui seront communiquées au public, le jour même de l'enchère.

1° Groupe du "Kai-Kai-Ke" (Rivière des Quinze).

Description :—Les forces hydrauliques créées par le rapide du Kai-Kai-Ke, et par les autres rapides et chutes situés en amont, jusqu'au lac des Quinze, dans le comté de Pontiac, à 12 milles environ du village des Sauvages de Nord-Témiscamingue, où se rendent les bateaux à vapeur qui sont en correspondance avec les trains du C. P. R., à Témiscamingue; aussi 400 acres de terrain dans le voisinage du dit rapide et du portage du Kai-Kai-Ke, depuis la tête de ce rapide jusqu'à une ligne menée en travers de la rivière des Quinze, à 900 pieds en amont de l'entrée du canal appelé "Bryson Creek," ainsi que tous les terrains qui pourraient être inondés par suite de la construction de barrages destinés à noyer les rapides en amont de celui de Kai-Kai-Ke, et jusqu'au lac des Quinze exclusivement, sans que ces barrages puissent causer le déversement d'une partie quelconque des eaux de la rivière des Quinze dans un autre cours d'eau.

Chute totale, 98 pieds; puissance absolue, à l'eau basse, 32,980 chevaux-vapeur, sans garantie de mesure précise.

Obligation du locataire de dépenser une somme de \$250,000 en frais de développement des dites forces hydrauliques dans les 3 années qui suivront la passation du bail, à défaut de quoi le bail sera résilié et les paiements faits confisqués.

2° Groupe de "Island Rapids", (rivière des Quinze).

ceased to practice his profession, and also the minutes, reperory and index of the late notaries P. O. Piché and J. A. Ecrement, of which the said Joseph Eloi Archambault, has been the transferee, in accordance with the provisions of the notarial code.

1568

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

No. 700-09.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION OF
THE PROVINCE OF QUEBEC

In conformity with the provisions of article 98 of the Education Act, the superintendent gives notice, that application has been made to him, to erect into a separate school municipality, under the name of Issoudun, the parish of Notre-Dame-du-Sacré Cœur d'Issoudun, in the county of Lotbinière, with the limits assigned to the latter by proclamation of the Lieutenant Governor of the province of Quebec, dated the 4th January, 1909.

1740

Quebec, 15th April, 1909.

Notice is hereby given that application has been made to the Lieutenant Governor in council, by the municipality of the village of Ayers Cliff, county of Stanstead, for authorization to publish in the english language only, any notice, resolutions or by-law made and passed by the council of the said municipality.

Any representation to the contrary must be filed within the delay of two months following the second and last publication of the said notice.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

1778

PROVINCE OF QUEBEC.

LEASE OF WATER-POWERS.

Notice is hereby given that the lease of the two groups of water-powers below mentioned, will be offered at public auction in the sales' room of the department of Lands and Forests, in this city, on Tuesday, the 11th May next, at 10.30 o'clock in the forenoon.

The lease will be for seventy five years on the terms below stipulated and on such other conditions as will be made known to the public on the day of the auction.

1. The "Kai-Kai-Ke" group (River des Quinze).

Description :—The water-powers created by the Kai-Kai-Ke rapid and the other rapids and falls situated above it as far as Lake des Quinze, in the county of Pontiac, at about 12 miles from the Indian Village of North Témiscamingue to which the steamboats connecting with the C. P. R. trains, at Témiscamingue ascend; also four hundred acres of land in the vicinity of the said rapid and of the Kai-Kai-Ke portage, from the head of the said rapid to a line drawn across the river des Quinze, at nine hundred feet above the entry of the channel called "Bryson Creek", together with all the lands that may be flooded in consequence of the construction of the dams intended to submerge the rapids above that of Kai-Kai-Ke and to Lake des Quinze exclusively, without such dams causing any portion whatever of the waters of River des Quinze to overflow into some other stream.

Total head, 98 feet; absolute power at low water, 32,980 horse-power, without warranty of exact measurement.

The lessee shall be obliged to expend a sum of \$250,000 on the development of the said water-powers within the three years following the passing of the lease, in default whereof the lease shall be cancelled and the payments made confiscated.

2° "Island Rapids", group (River des Quinze).

Description :—Les forces hydrauliques que constituent les rapides connus sous les noms de "Big Pipe Stone", "Little Pipe Stone" et "Island Rapids", dans le dit comté, à 8 milles environ de Nord-Témiscamingue, où se rendent les bateaux à vapeur qui sont en correspondance avec les trains du C. P. R., à Témiscamingue, y compris : 1° le lit et les forces hydrauliques de la rivière des Quinze proprement dite, depuis une ligne menée transversalement à cette rivière, à 500 pieds en amont de l'entrée ou tête du "Bryson Creek", jusqu'au prolongement, en travers de la dite rivière, de la ligne séparative des rangs 7 et 8 du canton Guigues; 2° le lit et les forces hydrauliques du "Bryson Creek", canal ou bras de la dite rivière; 3° la grande île qui se trouve entre la rivière des Quinze proprement dite et le dit "Bryson Creek", ainsi que toutes les îles et battures et tous les îlots et rochers qui se trouvent dans la dite rivière et dans le dit Bryson Creek, entre les deux lignes ci-dessus décrites; 4° une zone de terrain de 10 chaînes (660 pieds) de largeur ou profondeur (mesurée dans la direction nord-sud), le long de la rive nord de la rivière des Quinze et du Bryson Creek, et s'étendant entre les deux lignes ci-dessus décrites; 5° enfin, une zone de terrain, aussi de 10 chaînes de largeur ou profondeur, le long de la rive sud de la rivière des Quinze, entre les deux dites lignes menées transversalement à la rivière.

Tous ces terrains, lit de la rivière des Quinze, lit du Bryson Creek, îles, etc., couvrent une superficie d'environ 3,000 acres.

La différence du niveau qu'il y a dans la rivière des Quinze entre les deux lignes ci-dessus décrites, est de 95 pieds en nombre rond, représentant, à l'eau basse, une puissance absolue de 32,000 chevaux de force; le tout sans garantie de mesure précise.

Obligation du locataire de dépenser \$300,000 en frais d'exploitation de ces forces hydrauliques dans un délai de 3 années à partir de la date de la passation du bail, sous peine de résiliation de ce bail et de confiscation de tout paiement fait dans le dit délai.

Le gouvernement s'engage à ne pas vendre, d'ici à dix ans, de terrains sur les bords de la rivière des Quinze, sur une largeur ou profondeur d'au moins quinze chaînes (990 pieds), en sus des terrains ci-dessus désignés, depuis le pied des rapides nommés "Island Rapids" jusqu'au lac des Quinze exclusivement, de manière à ce que l'adjudicataire ait, en tout point du rivage, un accès libre à la rivière, et qu'il puisse choisir dans cette étendue les terrains qui seront nécessaires à la parfaite exploitation des dites forces hydrauliques, lesquels terrains, dont la superficie—y compris celle des terrains mentionnés dans les descriptions ci-dessus—ne dépassera pas 3500 acres pour le groupe de "Island Rapids" et 2000 acres pour le groupe du "Kai-Kai-Ke", feront aussi partie de la propriété affermée.

La mise à prix sera fixée le jour de l'enchère et chaque personne qui voudra se porter enchérisseur devra déposer au département des terres et forêts, avant l'enchère, un chèque accepté de la somme de \$10,000, qui lui sera remis après l'enchère, à moins qu'elle ne soit l'adjudicataire; à cet adjudicataire, la dite somme de \$10,000 sera remise lorsqu'il aura donné la preuve du parfait accomplissement des conditions exigées quant au développement des dites forces hydrauliques, accomplissement qui devra commencer dans les six mois qui suivront la date du bail.

JULES ALLARD,
Ministre.

Département des Terres et Forêts,
Québec, 12 mars 1909.

1353.5

Description :—The water-powers formed by the rapids known under the name of "Big Pipe Stone", "Little Pipe Stone" and "Island Rapids", in the same county, at about eight miles from North Témiscamingue, to which the steamboats connecting with the C. P. R. trains of Témiscamingue ascend, including : 1. The bed and the water-powers of the River des Quinze, properly so called from a line drawn across that river at nine hundred feet above the entry or head of "Bryson Creek", to the prolongation across the said river of the division line of ranges 7 and 8 of the township of Guigues; 2. The bed and the water-powers of "Bryson Creek", channel or arm of the said river; 3. The large island between the river des Quinze, properly so called and the said "Bryson Creek", as well as all the islands and fore-shores and all the islets and rocks in the said river and said "Bryson Creek", between the two lines above described; 4. A strip of land of 10 chains (660 feet) in width or depth (measured in a due north and south direction) along northern bank of the river des Quinze and of "Bryson Creek" and extending between the two lines above described; 5. Last y, a strip of land also of 10 chains in width or depth, along the southern bank of the river des Quinze, between the two said lines drawn transversely to the river.

All these lands, bed of the river des Quinze, bed of Bryson Creek, islands, etc., covering a superficies of about 3000 acres.

The difference of level in the river des Quinze between the two lines above described is 95 feet in round numbers representing at low water, an absolute power of 32,000 horse-power, the whole without warranty of exact measurement.

The lessee shall be obliged to expend \$300,000 on the development and working of these hydraulic powers within a delay of three years from the date of the passing of the lease under pain of resiliation of the lease and the confiscation of any payment made in the said del-y.

The government binds itself to not sell for ten years from this any lands on the banks of the river des Quinze on a width or depth of at least fifteen chains (990 feet) beyond the lands above designated, from the foot of the rapids called "Island Rapids" to Lake des Quinze exclusively, so that the lessee may, at all points of the bank have free access to the river and that he may choose within that area the lands necessary for the full working of the said water-powers, which land, whose superficies—including that of the lands mentioned in the above descriptions—shall not exceed 3500 acres for the "Island Rapids" group, and 2000 acres for the "Kai-Kai-Ke" group, shall also form part of the property leased.

The upset price shall be fixed on the day of the auction and each person desirous of becoming a bidder, must deposit at the Department of Lands and Forests before the sale, an accepted cheque for \$10,000 which will be returned to him after the sale, unless he be the person to whom the property will be adjudged; to this person the said sum of \$10,000 will be refunded when he shall have given proof of complete compliance with the conditions prescribed as to the development of the said water-powers, which compliance must be commenced within the six months following the date of the lease.

JULES ALLARD,
Minister

Department of Lands and Forests,
Quebec, 12th March, 1909.

1354

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bill Privés

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte intérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district duquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54. — Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60. — Les dépenses et les frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53. — All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation or any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or pecuniary rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act, — shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one news paper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54. — Before any petition praying for leave of bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erected drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60. — The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended; and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the

règlements de cette Chambre, ni être u pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer u comptable de la Chambre une somme de \$200, eten sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

R. CAMPBELL,

835

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne ; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être publié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération, de la pétition ; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la cons-

law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend a bill of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

R. CAMPBELL,

836

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Québec within the perview of "The British North America Act 1867," whether for the erection of a Bridge ; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line ; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work ; the granting of a right of Ferry ; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company ; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of the representation in the Legislature ; the removal of the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession ; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community ; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected ; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for

truction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer es taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et es culées pour le passage des navires ou des trains de bois ; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer es lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes oit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de viles, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer, ne doivent contenir, en s de clauses spécial et de rigueur, que es dispositions dérogoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer suivant la circonstance ; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre ; et les bills relatifs à la constitution en corporation de compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen ; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en quel il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur,

Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns" Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railways, as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

"5a. All copies of Private Bills deposited to the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of the

doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centins par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. G. DESJARDINS,

837

Greffier de l'Assemblée Législative.

Demands à la Législature

Avis est par les présentes donné que M.M. Ralph Locke, manufacturier, de Westmount, Raoul Lacroix, architecte, Henry G. Auger, manufacturier, Marius Dufresne, ingénieur civil, et Raoul Lanthier, manufacturier, de Montréal, s'adresseront à la législature, à sa présente session, pour obtenir une loi les constituant en corporation sous le nom de "Dominion Light, Heat and Power Company (Limited)", pour fabriquer, produire, distribuer et utiliser le gaz et l'électricité sous forme de chauffage, d'éclairage et de chaleur, ainsi que pour acquérir tels immeubles qui peuvent être nécessaires à l'accomplissement du but pour lequel ils demandent d'être constitués en corporation dans la cité de Montréal et dans tout autre endroit de la province, dans un rayon de soixante et quinze milles de la dite cité.

A. GAGNÉ,

Avocat des requérants.

Montréal, mars 1909.

1749.2

Avis est par le présent donné que "The Society of the Montreal General Hospital" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa présente session, pour obtenir une loi permettant à la dite société d'emprunter une ou plusieurs sommes d'argent jusqu'au montant n'excédant pas \$200,000.00, pour être employé pour la construction de bâtiments et les fins générales de l'hôpital; et comme garantie des argents ainsi empruntés, que la société peut hypothéquer en tout ou en partie ses biens réels et personnels, meubles et immeubles, avec pouvoir de les transférer à un ou plusieurs fidé-

House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 250 copies in English and 500 copies in French, an also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. G. DESJARDINS,

838

Clerk of the Legislative Assembly.

Applications to the Legislature

Notice is hereby given that Messrs. Ralph Locke, manufacturer, of Westmount, Raoul Lacroix, architect, Henry G. Auger, manufacturer, Marius Dufresne, civil engineer, and Raoul Lanthier, manufacturer, of Montreal, will apply to the Legislature, at its present session, for an act to incorporate them under the name of Dominion Light, Heat and Power Company (Limited), to manufacture, produce, distribute and make use of gas and electricity for the purpose of heating, lighting and cooking, and turning to account all the products derived therefrom, and to acquire such immovables as may be necessary for the fulfilment of their obligations in the city of Montreal and in any other place in the province, within a radius of seventy five miles of the city.

A. GAGNÉ,

Attorney for applicants.

Montreal, March, 1909.

1750

Notice is hereby given by The Society of the Montreal General Hospital that it will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its present session, for the passing of an act to allow the said society to borrow one or more sums of money to a total not exceeding \$200,000.00, to be used for the construction of buildings and the general purposes of the hospital; and as security for the monies so borrowed, that the society may mortgage or hypothecate in whole or in part its property, real or personal, moveable or immovable, with power to transfer the same to one or more trustees to secure

commis pour garantir telles obligations qui peuvent être émises en vertu de l'autorité de telle loi, les- quelles obligations devant être de telle forme et pour tels montants déterminés par le vote de la majorité du bureau de direction; le dit fideicommiss ou les dits fideicommiss doivent être mis en possession de la propriété devant leur être transférée en garantie pour le bénéfice des porteurs des dites obligations, avec pouvoir de prendre telles procédures pour la protection des porteurs d'obligations qui peuvent être requises en vertu de l'acte de fideicommiss.

SELKIRK CROSS,

Soliciteur des requérants.

Montréal, 23 mars 1909.

1591-4

such bonds as may be issued under the authority of the such act, and which bonds to be in such form and for such amounts as may be determined on by vote of the majority of the board of management; the said trustee or trustees to be vested with the property to be conveyed to them thereunder in trust for the benefit of the holders of said bonds, with power to take such proceedings for the protection of the bondholders as may be required under the deed and trust.

SELKIRK CROSS,

Solicitor for applicants.

Montreal, 23rd March, 1909.

1592

Avis Divers

Le 14e jour de juin 1909, à Montréal, "The Dominion Express Company" vendra des effets non réclamés qui sont en mains dans les divisions Est et Atlantique, depuis avant le 1er juin 1908.

Voir la liste imprimée pour plus d'information.

(Signé) W. S. STOUT,

1835

Prés. et gérant gén.

RE: LA CIE LEBEL & FORGUES, L MITEE.

Règlement approuvé le 30 mars 1909 :

"Le bureau de direction de la Cie Lebel & Forgues, Limitée, sera, à l'avenir, composé de trois membres seulement".

EMERY PAIEMENT,

Secrétaire-trésorier.

(Certifié vraie copie.)

1867

Avis est donné qu'une demande a été faite à l'honorable Trésorier Provincial, pour incorporer la "Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Hermas," et que toutes les dispositions de la loi des assurances, relatives à l'incorporation de cette compagnie ont été remplies; donné en conformité à l'article 58 de la loi des assurances, à Saint-Hermas, ce 15ème jour, d'avril 1909.

A. PAIEMENT,

Secrétaire.

1859

Province de Québec,
District de Montréal.

No 241.

Cour Supérieure.

Dame Minnie Joseph, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens du défendeur,

Demanderesse;

vs

Harris Shapiro, du même endroit, marchand,
Défendeur.

Une action en séparation de biens a, ce jour, été instituée contre le défendeur.

HENRY WEINFELD,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 17 avril 1909.

1819

Province de Québec,
District de Montréal.

No 1937.

Cour Supérieure.

Dame Christine Gabrielle Payette, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Ernest Joshua Swinburne, commis, du même lieu, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit mari.

W. G. CRUICKSHANK,

Procureur de la demanderesse.

Montréal, 21 avril 1909.

1861

Dans la cour supérieure, pour le district des Trois-Rivières, Georgiana Lacoursière, de Saint-Tite, a intenté une action en séparation de biens contre

Miscellaneous Notices

On 14th June, 1909, at Montreal, The Dominion Express Company will sell unclaimed shipments which have been on hand in the Eastern and Atlantic divisions, since previous to 1st June, 1908.

See printed list for further particulars.

(Signed) W. S. STOUT,

1836

Pr s. and gen. manager.

RE THE CIE LEBEL & FORGUES, LIMITÉE.

By-law passed the 30th March, 1909 :

"The board of directors of the Cie Lebel & Forgues, Limitée, shall for the future, be composed of three members only".

EMERY PAIEMENT,

Secretary treasurer.

(Certified true copy)

1868

Notice is given that application has been made to the Honorable Provincial Treasurer, to incorporate the "Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Hermas", and that all the provisions of the Insurance Act, respecting the incorporation of this company have been complied with; given pursuant to article 58 of the Insurance Act at Saint Hermas, this fifteenth day of April, 1909.

A. PAIEMENT,

Secretary.

1860

Province of Quebec,
District of Montreal.

No. 241.

Superior Court.

Dame Minnie Joseph, of the city and district of Montreal, wife common as to property of the defendant herein,

Plaintiff;

vs

Harris Shapiro, of the same place, trader,
Defendant.

An action for separation as to property has, this day, been instituted against defendant.

HENRY WEINFELD,

Attorney for plaintiff

Montreal, 17th April, 1909.

1820

Province of Quebec,
District of Montreal.

No. 1937.

Superior Court.

Dame Christine Gabrielle Payette, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Ernest Joshua Swinburne, clerk, of the same place, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

W. G. CRUICKSHANK,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 21st April, 1909.

1862

In the superior court, for the district of Three Rivers, Georgiana Lacoursière, of Saint Tite, has instituted an action for separation as to property

Alphée Jacob, marchand, du même lieu, le 13 avril 1909.

1837 COMEAU & BELIVEAU,
Procureurs de la demanderesse,

Province de Québec, }
District de Trois-Rivières, } *Cour Supérieure*
No 358.

Dame Virginie Germain, de la paroisse de Saint-Tite, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari, Narcisse Germain, de la dite paroisse de Saint-Tite, journalier.

(Signé) MARTEL & DUPLESSIS,
Procureurs de la demanderesse.
Trois-Rivières, 23 février 1909. 1239.5

Province de Québec, }
District de Trois-Rivières, } *Cour Supérieure.*
No 397.

Dame Elise Rancour, épouse d'Honoré Doucet, de la cité des Trois-Rivières, dûment autorisé à ester en justice, a institué le 23 mars 1909, une action en séparation de corps et de biens contre son mari.

1517.4 BLONDIN, DESY & DESILETS,
Procureurs de la demanderesse.

Province de Québec, }
District de Montréal, } *Cour Supérieure.*
No 1923.

Dame Bena Rabinovitch, des cité et district de Montréal, épouse commune au biens de Charles Dorobaner, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Charles Dorobaner, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse le 21e jour de décembre 1908.

LOUIS S. MARGOLESE,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 5 avril 1909. 1659.3

Cour Supérieure.—District d'Ottawa.
No 2274.

Dame Anne Sidonie Bajot, Demanderesse ;

vs

Jules Gustave Baudart, époux de la demanderesse, fermier, de Labelle, district d'Ottawa, Défendeur.

La demanderesse a intenté, ce jour, une demande en séparation de biens contre son époux.

BRODEUR & GARAND,
Procureurs de la demanderesse.
Hull, 19 mars 1909. 1533.4

Province de Québec, }
District d'Arthabaska, } *Cour Supérieure.*
No 109.

Dame Albina Côté, de Saint-Cyrille de Wendover, district d'Arthabaska, épouse de Philippe Charland, commerçant, du même lieu, dûment autorisés à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Philippe Charland, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 30 mars 1909.

J. V. MARCEAU,
Procureur de la demanderesse.
Arthabaska, 31 mars 1909. 1593.4

Province de Québec, }
District d'Arthabaska, } *Cour Supérieure.*
No 44.

Dame Amanda Tremblay, épouse de Ernest Audet, marchand, de la ville de Black Lake, dûment autorisé à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Ernest Audet, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 8 février 1909.

GIROUARD & GIROUARD,
Avocats de la demanderesse.
Arthabaska, 8 février 1909. 1403.5

against Alphée Jacob, merchant, of the same place, the 13th April, 1909.

1838 COMEAU & BELIVEAU,
Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, }
District of Three Rivers, } *Superior Court.*
No. 358.

Dame Virginie Germain, of the parish of Saint Tite, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband, Narcisse Germain, of the said parish of Saint Tite, laborer.

(Signed) MARTEL & DUPLESSIS,
Attorneys for plaintiff.
Three-Rivers, 3rd February, 1909. 1240

Province of Quebec, }
District of Three Rivers, } *Superior Court.*
No. 397.

Dame Elise Rancour, wife of Honoré Doucet, of the city of Three Rivers, duly authorized to ester en justice, has instituted, 23rd March, 1909, an action for separation as to bed and board.

1518 BLONDIN, DESY & DESILETS,
Attorneys for the plaintiff.

Province of Quebec, }
District of Montreal, } *Superior Court.*
No. 1923.

Dame Bena Rabinovitch, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Charles Dorobaner, of the same place, and duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said Charles Dorobaner, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted by the plaintiff on the 21st day of December, 1908.

LOUIS S. MARGOLESE,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 5th April, 1909. 1660

Superior Court.—District of Ottawa.
No 2274.

Dame Anne Sidonie Bajot, Plaintiff ;

vs

Jules Gustave Baudart, husband of the plaintiff, farmer, of Labelle, district of Ottawa, Defendant.

The plaintiff has taken, this day, an action for separation as to property against her said husband.

BRODEUR & GARAND,
Attorneys for plaintiff.
Hull, 19th March, 1909. 1534

Province of Quebec, }
District of Arthabaska, } *Superior Court.*
No. 109.

Dame Albina Côté, of Saint Cyrille de Wendover district of Arthabaska, wife of Philippe Charland, trader, of the same place, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said Philippe Charland, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, the 30th march, 1909.

J. V. MARCEAU,
Attorney for plaintiff.
Arthabaska, 31st March, 1909. 1594

Province of Quebec, }
District of Arthabaska, } *Superior Court.*
No. 44.

Dame Amanda Tremblay, wife of Ernest Audet, trader, of the town of Black Lake, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said Ernest Audet, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 8th day of February, 1909.

GIROUARD & GIROUARD,
Attorneys for plaintiff.
Arthabaska, 8th February, 1909. 1404

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2366

Dame Malakay Rejjal Abou Assali, épouse de Michel Salhani, des cité et district de Montréal, c mmis, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Le dit Michel Salhani, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse en cette cause, le 19e jour de mars 1909.

FLEET, FALCONER, OUGHTRED,
PHELAN, WILLIAMS & BOVEY.
Montréal, 19 mars 1909. 1339.6

Cour Supérieure.—Beauce.
No. 95.

Mathilda Vachon, épouse commune en biens de Alfred Roy, marchand, de East Broughton,

vs

Le dit Alfred Roy.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 19 mars 1909.

F. X. DUFOUR,
Procureur de la demanderesse.
Saint Joseph, Beauce, 20 mars 1909. 1429.5

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
No 45.

Dame Helen Barry, épouse de Ovila Desroches, contracteur, de la ville de Black Lake, dûment autorisée "à ester en justice",
Demanderesse ;

vs

Ovila Desroches, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 8 février 1909.

GIROUARD & GIROUARD,
Avocats de la demanderesse.
Arthabaska, 8 février 1909. 1405.5

Province de Québec, district de Montréal.—
Cour Supérieure, No 1348. — Dame Marie Anne Rosanna Gouin, dûment autorisée à ester en justice, épouse de Joseph David Emilien Mayrand, commerçant, tous deux de la ville de Maisonneuve, lit district, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit époux. PHILIPPE DORVAL, procureur de la demanderesse. Montréal, 22 mars 1909. 1501.5

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-François. }
No 121.

Dame Florence Caroline Bacon, du canton de Barnston, dans le district de Saint-François, et province de Québec, épouse de Herbert Ambrose Standish, du même lieu, cultivateur, dûment autorisée aux fins des présentes à ester en justice par Sa Seigneurie le juge Demers,
Demanderesse ;

vs

Herbert Ambrose Standish, du canton de Barnston, dans le district de Saint-François, et province de Québec, cultivateur, Défendeur.
Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause, le troisième jour d'avril dix neuf cent neuf.

M. F. HACKETT,
Procureur de la demanderesse.
Sherbrook, Qué., 5 avril 1909. 1801.2

Mélina Lavallée, épouse de Hercule Gagnon, journalier, tous deux de la ville de Grand'Mère, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre son époux, dans la cour supérieure, pour le district des Trois-Rivières.

COMEAU & BELIVEAU,
Procureurs de la demanderesse.
Trois-Rivières, 29 mars 1909. 1557.4

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2366.

Dame Malakay Rejjal Abou Assali, wife of Michel Salhani, of the city and district of Montreal, clerk, duly authorized "à ester en justice".
Plaintiff ;

vs

The said Michel Salhani, Defendant.
An action for separation of property has been instituted by the plaintiff in this cause, on the 19th day of March, 1909.

FLEET, FALCONER, OUGHTRED,
PHELAN, WILLIAMS & BOVEY.
Montreal, 19th March, 1909. 1340

Superior Court.—Beauce.
No. 95.

Mathilda Vachon, wife common as to property of Alfred Roy, merchant, of East Broughton,

vs

The said Alfred Roy.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 19th of March, 1909.

F. X. DUFOUR,
Attorney for plaintiff.
Saint Joseph, Beauce, 20th March 1909. 1430

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*
No. 45.

Dame Helen Barry, wife of Ovila Desroches, contractor, of the town of Black Lake, duly authorized à ester en justice.
Plaintiff ;

vs

Ovila Desroches, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 8th day of February, 1909.

GIROUARD & GIROUARD,
Attorneys for the plaintiff.
Arthabaska, 8th February 1909. 1406

Province of Quebec, district of Montreal.—
Superior Court, No. 1348. — Dame Marie Anne Rosanna Gouin, duly authorized to ester en justice, wife of Joseph David Emilien Mayrand, tradesman, both of the town of Maisonneuve, said district, has sued, this day, her said husband for separation as to property. PHILIPPE DORVAL, attorney for said plaintiff. Montreal, 22nd March, 1909. 1502

Melina Lavallée, wife of Hercule Gagnon, laborer, both of the town of Grand'Mère, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband, in the superior court, for the district of Three Rivers.

COMEAU & BELIVEAU,
Attorneys for plaintiff.
Three Rivers, 29th March, 1909. 1558

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint Francis. }
No. 121.

Dame Florence Caroline Bacon, of the township of Barnston, in the district of Saint Francis, and province of Quebec, wife of Herbert Ambrose Standish, of the same place, farmer, and duly and expressly authorized for all the purposes hereof to ester en justice by His Lordship justice Demers,
Plaintiff ;

vs

Herbert Ambrose Standish, of the township of Barnston, in the district of Saint Francis, and province of Quebec, farmer, Defendant.
An action en séparation de corps et de biens was instituted in this cause, on the third day of April, nineteen hundred and nine.

M. F. HACKETT,
Attorney for plaintiff.
Sherbrooke, Que., 5th April, 1909. 1802

Canada,
Province de Québec,
District de Rimouski.

Cour Supérieure. 2

No 3846.

Dame Eulalie Paradis, de la paroisse de Sainte-Marie de Sayabec, district de Rimouski, épouse commune en biens de Charles Jean, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes,
Demanderesse ;

vs

Le dit Charles Jean, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce 10 avril 1909.

ASSELIN & ASSELIN,

Procureurs de la demanderesse.

Rimouski, 10 avril 1909.

1779-2

Le 18e jour de mai 1909, à Montréal, "The Canadian, American and National Express Companies" vendront les effets non réclamés en leur possession depuis avant le 1er janvier 1908, dans leurs divisions respectives, comme suit :

Canadian Express Co., Division Centrale et Est.

American Express Co., Division de Québec et Ontario.

National Express Co., Division de Québec.

Pour plus de détail, voir la liste imprimée.

J. BRYCE, vice-président, Canadian Express Company.

H. S. JULIER, vice-président et gérant général, American Express Company.

T. N. SMITH, gérant général, National Express Company.

Québec, 10 avril 1909.

1645-3

Avis de Faillites

Cour Supérieure.

No 2542.

In re Antonio Nadeau, de la ville de Lévis, plombier,
Failli ;

et

L. G. Audet, notaire, de la ville de Lévis,
Curateur.

Aux créanciers du failli.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'une ordonnance de l'honorable F. Langelier, en date à Québec du 16 avril courant, j'ai été nommé curateur aux biens de Antonio Nadeau, de la ville de Lévis, plombier, failli, vous êtes requis de produire entre mes mains dans un délai de trente jours, vos réclamations attestées sous serment.

L. O. AUDET,

Notaire, Lévis, P. Q.

Curateur.

Lévis, 19 avril 1909.

1825

Province de Québec,
District de Montréal.

Cour Supérieure.

Dans l'affaire de Crown Cap Mfg. Co., Montréal,
Faillie.

Avis est par le présent donné que, le 21e jour d'avril 1909, nous avons été nommés curateurs conjoints des biens de la dite faillie.

Toutes personnes ayant des réclamations contre la dite faillie sont requises de les produire, dûment attestées sous serment, sous 30 jours de cette date.

ARTHUR W. WILKS,

J. WILFRID MICHAUD,

1865

Curateurs-conjoint.

Province de Québec,
District de Gaspé,
No 680.

Cour Supérieure.—
Percé.

Dans l'affaire de Charles Crossman, de Petit Pabos,
Failli.

Avis public est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été pré-

Canada,
Province of Quebec,
District of Rimouski.

Superior Court.

No. 3846.

Dame Eulalie Paradis, of the parish of Sainte-Marie de Sayabec, district of Rimouski, wife common as to property of Charles Jean, laborer, of the same place, and duly authorized to ester en justice to the ends hereof,
Plaintiff ;

vs

The said Charles Jean, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, this 10th April, 1909.

ASSELIN & ASSELIN,

Attorneys for plaintiff.

Rimouski, 10th April, 1909.

1780

On 18th May, 1909, at Montreal, the Canadian, American and National Express Companies will sell unclaimed shipments which have been on hand since previous to 1st January, 1908, in their respective divisions as below :

Canadian Express Co., Central and Eastern Division.

American Express Co., Quebec and Ontario Division.

National Express Co., Quebec Division.

See printed list for further particulars.

J. BRYCE, vice president, Canadian Express Company.

H. S. JULIER, vice president and general manager, American Express Company.

T. N. SMITH, general manager, National Express Company.

Quebec, 10th April, 1909.

1646

Bankrupt Notices

Superior Court.

No. 2542.

In re Antonio Nadeau, of the town of Levis, plumber,
Insolvent ;

and

L. O. Audet, notary, of the town of Levis,
Curator.

To the creditors of the insolvent.

Notice is hereby given that under an order of the Honorable F. Langelier, dated at Quebec the 16th April instant, I have been appointed curator to the property of Antonio Nadeau, of the town of Levis, plumber, insolvent, you are requested to file with me your claims, attested on oath, within a del y of thirty days.

L. O. AUDET,

Notary, Levis, P. Q.

Curator.

Levis, 19th April, 1909.

1826

Province of Quebec,
District of Montréal.

Superior Court.

In the matter of Crown Cap Mfg. Co., Montreal,
Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 21st day of April, 1909, we were appointed joint curators to the estate of said insolvent.

All parties having claims against said insolvent are requested to file same, duly attested under oath, within 30 days from this date.

ARTHUR W. WILKS,

J. WILFRID MICHAUD,

1866

Joint curators.

Province of Quebec,
District of Gaspé,
No. 680.

Superior Court.—
Percé.

In the matter of Charles Crossman, of Little Pabos,
Insolvent.

Public notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this

paré dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au dix-septième jour de mai prochain, après laquelle date les dividendes seront payables dans mon bureau.

JAS. T. TUZO,
Curateur.
1863

Percé, 17 avril 1909.

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe, } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Ephrem Perreault, Failli.
Je, soussigné, comptable, de la cité de Saint-Hyacinthe, a été dûment nommé curateur à la faillite du sus-nommé, par l'honorable juge Martineau, le 10ième jour d'avril 1909.

Les créanciers du dit failli sont requis de produire leurs réclamations à mon bureau (s'il ne l'ont pas encore fait), 173½, Boulevard Girouard, Saint-Hyacinthe, dans les trente jours de la date du présent avis.

J. N. CABANA,
Curateur.

173½, Boulevard Girouard,
Saint-Hyacinthe, 10 avril 1909. 1827

Province de Québec, }
District de Montréal } *Cour Supérieure.*
No 264.

In re E. S. Mauny & Cie., Faillis;
et

J. M. Marcotte, Curateur.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au sixième jour de mai 1909, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau, 107, rue Saint-Jacques.

J. M. MARCOTTE,
Curateur.
1829

Montréal, 20 avril 1909.

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières, } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de la succession P. N. Chaillez, de Shawinigan Falls, P. Q., marchand, Failli.

Avis est par le présent donné que les dits débiteurs ont fait, ce 16ième jour d'avril 1909, un abandon judiciaire de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, au bureau du protonotaire de cette cour.

VINCENT LAMARRE,
Pro-gardien provisoire.

Bureau : 408-409, Edifice Power.
Montréal, 21 avril 1909. 1855

Province de Québec, }
District d'Ottawa, } *Cour Supérieure.*

In re Sophie Lacasse, Saint André Avellin, P. Q. Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera ouvert à objection jusqu'au 12 mai 1909, et après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau.

VINCENT LAMARRE,
Curateur.

Bureau : 408-409, Edifice Power.
Montréal, 20 avril 1909. 1853

Province de Québec, }
District de Montréal, } *Cour Supérieure.*

In re Emery Authier, voiturier, de L'Assomption, Failli;

et
Alexandre Desmarteau, Curateur.

Avis est par le présent donné que, ce jour, par ordre de cette cour, j'ai été nommé curateur aux biens du susdit failli.

Les réclamations doivent être filées à mon bureau d'ici à trente jours afin d'être colloquées sur le bordereau de dividende.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.

No 60, rue Notre-Dame Est, Montréal.
Montréal, 15 avril 1909. 1881

matter, which will be open to objection until the seventeenth day of May next, after which date dividends will be payable at my office.

JAS. T. TUZO,
Curator.
1861

Percé, 17th april, 1909.

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinth, } *Superior Court*
In the matter of Ephrem Perreault, Insolvent.

I, the undersigned, accountant, of the city of Saint Hyacinth, have been duly appointed curator to above named insolvent estate by Honorable judge Martineau, on the 10th day of April, 1909.

Creditors of said insolvent are requested to produce their claims at my office (if they have not already done so), 173½, Boulevard Girouard, Saint Hyacinth, within thirty days from date of present notice.

J. N. CABANA,
Curator.

173½, Boulevard Girouard,
Saint Hyacinth, 10th April, 1909. 1828

Province of Quebec, }
District of Montreal, } *Superior Court.*
No. 261.

In re E. S. Manny & Cie., Insolvents;
and

J. M. Marcotte, Curator.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, subject to objection until the sixth day of May, 1909, after which date the dividends will be payable at my office, 107, Saint James street.

J. M. MARCOTTE,
Curator.
1830

Montreal, 20th April, 1909.

Province of Quebec, }
District of Three Rivers, } *Superior Court.*

In the matter of the estate P. N. Chaillez, of Shawinigan Falls, P. Q., merchant, Insolvent.

Notice is hereby given that the said debtors have, this 16th day of April, 1909, made a judicial abandonment of their property for the benefit of their creditors, in the office of the protonotary of this court.

VINCENT LAMARRE,
Pro-provisional guardian.

Office : 408-409, Power bldg.,
Montreal, 21st April, 1909. 1856

Province of Quebec, }
District of Ottawa, } *Superior Court.*

In re Sophie Lacasse, Saint André Avellin, P. Q. Insolvent.

A first and final dividend has been prepared in this matter, and will be open to objection until 12th May, 1909, and after which date dividends will be payable at my office.

VINCENT LAMARRE,
Curateur.

Office : 408-409, Power building.
Montreal, 20th April, 1909. 1854

Province of Quebec, }
District of Montreal, } *Superior Court*

In re Emery Authier, carriage maker, of L'Assomption, Insolvent;

and
Alexandre Desmarteau, Curator.

Notice is hereby given that, by order of this court, I have, this day, been appointed curator to the estate of the aforesaid insolvent.

Claims should be filed at my office within thirty days from this date to be collocated on the dividend sheet.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.

No. 60, Notre Dame street East, Montreal.
Montreal, 15th April, 1909. 1882

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de O. B. H. Maillé, marchand de fer,
de Longueuil, Failli ;

et
Alexandre Desmarteau, Curateur.
Avis est par le présent donné que, ce jour, par
ordre de cette cour, j'ai été nommé curateur aux
biens du susdit failli.

Les réclamations devront être filées à mon bureau
sous trente jours afin d'être colloquées sur le bor-
dereau de dividende.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.

No 60, rue Notre-Dame Est, Montréal.
Montréal, 20 avril 1909. 1879

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re Joseph Lacombe, boucher, de Montréal,
Failli ;

et
Alexandre Desmarteau, Curateur.
Avis est par les présentes donné que, par ordre de
cette cour, j'ai été, ce jour, nommé curateur aux
biens du susdit failli.

Les réclamations devront être filées à mon bureau
d'ici à trente jours, afin d'être colloquées sur le bor-
dereau de dividende.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.

No 60, rue Notre-Dame Est, Montréal.
Montréal, 16 avril 1909. 1877

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Hector Constant, marchand, de
Saint-Joseph de Soulanges, Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende a
été préparé en cette affaire, et sera sujet à objec-
tion jusqu'au 11 mai 1909, après lequel jour le
dividende sera payable à mon bureau.

NAPOLEON ST. AMOUR,
Curateur.

11, Place d'Armes, Montréal.
Montréal, 24 avril 1909. 1875

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
No 225.
Dans l'affaire de L. A. S. Plamondon & Cie, Dur-
ham Sud, Qué., Failli.

Avis est par le présent donné que nous avons
préparé un premier et dernier bordereau de divi-
dendes, lequel sera payable dans notre bureau, 14,
Phillips Place, Montréal, le ou après le 10 mai 1909.

H. V. DUGGAN,
JOS. DESAUTELS,
Curateurs conjoints.

14, Place Phillips, Montréal.
Montréal, 24 avril 1909. 1903

District de Québec.

Re Siméon Lavoie, Notre-Dame de Charny,
Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a
été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection
jusqu'au 12 mai 1909, date après laquelle ce divi-
dende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 22 avril 1909. 1901

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire des biens de M. Leonard, Wickham
Ouest, Québec, Failli.

Avis est par le présent donné que, ce jour, par
ordre de la cour, le soussigné a été nommé curateur
des biens du dit failli qui en a fait un abandon pour
le bénéfice de ses créanciers.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of O. B. H. Maillé, iron merchant,
of Longueuil, Insolvent ;

and
Alexandre Desmarteau, Curator.
Notice is hereby given that, by order of this court,
I have, this day, been appointed curator to the
property of the aforesaid insolvent.

Claims must be filed in my office within thirty
days from date, to be collocated for dividend.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.

No. 60, Notre Dame street East, Montreal.
Montreal, 20th April, 1909. 1880

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re Joseph Lacombe, butcher, of Montreal,
Insolvent ;

and
Alexandre Desmarteau, Curator.
Notice is hereby given that, by order of this court,
I have, this day, been appointed curator to the pro-
perty of the aforesaid insolvent.

Claims must be filed in my office within thirty
days from date, to be collocated for dividend.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.

No 60, Notre Dame street East, Montreal.
Montreal, 16th April, 1909. 1878

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of Hector Constant, merchant, of
Saint Joseph de Soulanges, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been pre-
pared in this matter, which will be open to objec-
tion until the 11th of May, 1909, after which date
dividend will be payable at my office.

NAPOLEON ST. AMOUR,
Curator.

11, Place d'Armes, Montreal.
Montreal, 24th April, 1909. 1876

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*
No. 225.

In the matter of L. A. S. Plamondon & Co, South
Durham, Que., Insolvent.
Notice is hereby given that we have prepared a
first and final dividend sheet, which will be payable
at our office, 14, Phillips Place, Montreal, on or
after 10th May, 1909.

H. V. DUGGAN,
JOS. DESAUTELS,
Joint curators.

14, Phillips Place, Montreal.
Montreal, 24th April, 1909. 1904

District of Quebec.

Re Siméon Lavoie, Notre Dame de Charny,
Insolvent.

A first and final dividend sheet has been pre-
pared in this matter, and will be open to objection
until 12th May, 1909, and after which date this
dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building,
Quebec, 22nd April, 1909. 1902

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*
In the matter of the estate M. Leonard, West
Wickham, Quebec, Insolvent.

Notice is hereby given that, on this day, by an
order of the court, the undersigned was appointed
curator to the property of the said insolvent, aban-
doned by them for the benefit of their creditors.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être déposées devant moi sous trente jours de cet avis.

JOHN McD. HAINS,
Curateur.

Bâtisse Fraser, 43, rue Saint-Sacrement.
Montréal, 21 avril 1909. 1905

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 7.

In re Alfred Fortin "Wilson Coal Co." Montréal, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé et sera payable à notre bureau, le ou après le 12 mai 1909.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre nos mains avant la date ci-haut mentionnée.

A. LAMARCHE,
H. LAURENCELLE,
Curateurs conjoints.

Bureau de Lamarche & Laurencelle,
Bâtisse Coristine, Chambre 625,
33, rue Saint Nicholas.
Montréal, 24 avril 1909. 1909

District de Chicoutimi.

Re Joseph Néron, Chicoutimi, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 12 mai 1909, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie.
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 22 avril 1909. 1899

District de Québec.

Re Gauvin & Frère, marchands, Cap Rouge, Insolubles.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 10 mai 1909, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 22 avril 1909. 1895

District de Rimouski.

Re Lucien Dumais, marchand, Matane, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 11 mai 1909, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 22 avril 1909. 1897

District de Saint-Hyacinthe.

Hector Côté, de Cavignac, marchand, a, le 19 avril 1909, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Saint-Hyacinthe, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 22 avril 1909. 1891

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.

JOHN McD. HAINS,
Curator.

Fraser Building, 43, Saint Sacrament street.
Montreal, 21st April, 1909. 1906

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 7.

In re Alfred Fortin "Wilson Coal Co.", Montreal, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared and will be payable at our office, on or after the 12th May, 1909.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

A. LAMARCHE,
H. LAURENCELLE,
Joint curators.

Office of Lamarche & Laurencelle,
Coristine Building, Room 625,
33, Saint Nicholas street.
Montreal, 24th April 1909. 1910

District of Chicoutimi.

Re Joseph Néron, Chicoutimi, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 12th May, 1909, and after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street.
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building
Quebec, 22nd April, 1909. 1900

District of Quebec.

Re Gauvin & Frère, merchants, Cap Rouge, Insolvents.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 10th May, 1909, after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 22nd April, 1909. 1896

District of Rimouski.

Re Lucien Dumais, merchant, Matane, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 11th May, 1909, and after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 22nd April, 1909. 1898

District of Saint-Hyacinth.

Hector Côté, of Cavignac, merchant, has, on the 19th day of April, 1909, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Saint Hyacinth, according to law.

V. E. PARADIS,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 22nd April, 1909. 1892

District de Québec.

Siméon Renaud, de Saint-Tite des Caps, marchand, a, le 19 avril 1909, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Québec, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 22 avril 1909. 1893

District de Québec.

C. Lenghan & Fils, de la cité de Québec, plombiers, ont, le 16 avril 1909, fait cession de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Québec, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 22 avril 1909. 1889

Ordre de Cour

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
No. 323.

Le huitième jour d'avril 1909.

Devant le protonotaire, en l'absence du juge.
François Rousseau, Demandeur ;

Richard St-Pierre, vs. Défendeur ;

et
C. E. Gosselin, Tiers-saisi ;

et
Dame M. L. Beaudette, Requérante.

Il est ordonné aux créanciers du défendeur de produire leurs réclamations contre lui dans les quinze jours qui suivront la date de l'insertion première du présent ordre, dans la "Gazette Officielle de Québec," vu l'allégation de la déconfiture du défendeur.

P. H. COTE,
P. C. S.

ADOLPHE MAILHIOT,
Procureur de la requérante. 1769

Ventes par le Shérif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : }
No 576. } O NESIME HAMEL,
Demandeur ; contre
LUDGER LACASSE, Défendeur.

Le tiers est du lot numéro cinq, du quatrième rang du canton de Bulstrode, connu au cadastre du dit canton de Bulstrode comme étant le tiers est du lot numéro cent quatre-vingt-dix huit (198) ; borné au sud au cinquième rang, à l'est au lot cadastral numéro cent quatre-vingt-dix-sept, au nord au troisième rang, et à l'ouest à l'autre partie du lot cadastral numéro cent quatre-vingt-dix-huit—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale

District of Quebec.

Simeon Renaud, of Saint-Tite des Caps, merchant, has, on the 19th of April, 1909, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Québec, according to law.

V. E. PARADIS,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Québec, 22nd April, 1909. 1894

District of Quebec.

C. Lenghan & Fils, of the city of Québec, plumbers, have, on the 16th day of April, 1909, made a judicial assignment of their property for the benefit of their creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Québec, according to law.

V. E. PARADIS,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Québec, 22nd April, 1909. 1890

Order of the Court

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*
No. 323

The eighth day of April, 1909.

Coram : The prothonotary, in the judge's absence.
François Rousseau, Plaintiff ;

Richard St. Pierre, vs. Defendant ;

and
C. E. Gosselin, Garnishee ;

and
Dame M. L. Beaudette, Petitioner.

Defendant's creditors are ordered to file their claims against him within fifteen days from the first publication of this order, in the "Quebec Official Gazette", on account of allegation of insolvency.

P. H. COTE,
P. S. C.

ADOLPHE MAILHIOT,
Attorney for petitioner. 1770

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : }
No. 576. } O NESIME HAMEL,
Plaintiff ; against LUD-
GER LACASSE, Defendant.

The east third part of lot number five, in the fourth range of the township of Bulstrode, known as being the east third part of lot number one hundred and ninety eight (198), of official cadastre of said township of Bulstrode ; bounded southerly by the fifth range, easterly by cadastral lot number one hundred and ninety seven, northerly by the third range, and westerly by the other part of said cadastral lot number one hundred and ninety eight—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of N. D.

de N. D. du Saint-Rosaire, le QUATRIEME jour de MAI prochain, 1909, à DIX heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du shérif, Shérif.
Arthabaska, 31 mars 1909. 1581.2
[Première publication, 3 avril 1909.]

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DE CURATEUR.

Cour Supérieure—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } **H**ONORE DRAPEAU, Insolvent ; et VITAL ELZEAR PARADIS, curateur.

Les lots de terre numéros cinq A, cinq B et cinq C (5 A, 5 B, 5 C), du cadastre officiel d'enregistrement pour le quatrième rang du canton de Broughton, en la paroisse de Saint-Séverin de la Beauce—avec toutes les bâtisses dessus érigées, sauf à distraire cependant du dit terrain, un certain morceau de terrain de cinquante pieds de profondeur à partir de la grève du lac qui s'y trouve sur toute la longueur des dits lots numéros cinq A, cinq B, cinq C (5 A, 5 B, cinq C).

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Séverin, Beauce, le VINGT CINQUIEME jour de MAI prochain, 1909, à ONZE heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint Joseph, Beauce, 21 avril 1909. 1857
[Première publication, 24 avril 1909.]

Ventes par le Shérif—Bedford

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Joliette.

Province de Québec, } **P**ROSPER LABINE, de la paroisse de District de Bedford. } Sainte-Marie Salomée, No 4434. dans le district de Joliette, Demandeur ; contre les meubles et immeubles de LOUIS GERVAIS, de Laurenceville, dans le district de Bedford, Défendeur.

1° Cette partie du lot numéro huit cent cinq (805), du cadastre du canton de Stukely, contenant trente-cinq acres en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses sur-érigées ; borné comme suit : au sud par partie du lot numéro huit cent huit, au sud-ouest par le chemin de fer Orford Mountain, à l'ouest par le chemin public, au nord par le numéro huit cent six, et à l'est par le lot numéro huit cent quarante-deux, sauf et excepté de la partie du lot la partie d'icelui, appartenant à A. B. Roy, contenant deux cents pieds de front sur le chemin conduisant à Ely, sur la profondeur depuis le dit chemin jusqu'au dit lot 842, et détachés du coin nord-ouest d'icelui.

2° Une étendue de terre formant partie du lot numéro huit cent huit (808), du cadastre du canton de Stukely, district de Bedford, située au nord de la rue tracée par F. X. Gervais, conduisant vers le dépôt du chemin de fer Mount Orford, depuis le

du Saint-Rosaire, on the FOURTH day of MAY next, 1909, at TEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, 31st March, 1909. 1582
[First published, 3rd April, 1909.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : } **H**ONORE DRAPEAU, Insolvent ; and VITAL ELZEAR PARADIS, curator.

The lots of land numbers five A, five B and five C (5 A, 5 B, 5 C), of the official registration cadastre for the fourth range of the township of Broughton, in the parish of Saint Severin de la Beauce—with all the buildings thereon erected, save and except the withdraw however from the said land, a certain piece of ground fifty feet in width from the shore of the lake thereon for the whole length of the said lots numbers five A, five B and five C (5 A, 5 B, 5 C).

To be sold at the church door of the parish of Saint Severin, Beauce, the TWENTY FIFTH day of MAY next, 1909, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, 21st April, 1909. 1858
[First published, 24th April, 1909.]

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Joliette.

Province of Québec, } **P**ROSPER LABINE, of District of Bedford. } the parish of Sainte No 4434. Marie Salomée, in the district of Joliette, Plaintiff ; against the goods and lands of LOUIS GERVAIS, of Lawrenceville, in the district of Bedford, Defendant.

1. That part of lot number eight hundred and five (805), of the cadastre of the township of Stukely, containing thirty five acres in superficies, more or less—with buildings thereon ; bounded as follows : south by part of lot number eight hundred and eight, south west by the Orford Mountain Railway, west by the public highway, north by eight hundred and six, and east by lot number eight hundred and forty two, save and except from part of lot the part thereof owned by A. B. Roy, containing two hundred feet front on the road leading to Ely, by the depth from said road to said lot 842, and detached from the north west corner thereof.

2. A certain tract of land forming part of lot number eight hundred and eight (808), of the cadastre for the township of Stukely, district of Bedford, lying north of the street laid out by F. X. Gervais, leading towards the Mount Orford

chemin conduisant à Ely; bornée au nord par la terre de E. E. Lawrence ou représentants, à l'est par partie du lot 808, et à l'ouest par F. X. Gervais, telle qu'elle se poursuit et comporte—avec les améliorations faites telle qu'acquise par le dit Louis Gervais de F. X. Gervais et Charles E. Lay.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame de Bonsecours de Stukely, dans le comté de Shefford et district de Bedford, le VINGT-NEUVIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi,

CHAS. S. COTTON,

Bureau du shérif. Shérif.
Sweetsburg, 20 avril 1909. 1843
[Première publication, 24 avril 1909].

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.—District of Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir : } **PASCHAL HERCULE**
No 2275. } **BOILY**, marchand,
de Chicoutimi, Demandeur; contre **WILLIAM**
POTVIN, de Chicoutimi, Défendeur.

Un lopin de terre ou emplacement formant partie du No 459, du cadastre de la ville de Chicoutimi, de cinquante pieds de largeur de l'est à l'ouest, sur quatre-vingt quinze (95) de profondeur du nord au sud; borné vers le nord par le terrain réservé pour la rue Price, vers l'est et vers le sud par le terrain de L. J. Savard ou ses représentants, vers l'ouest par le terrain de Joseph Potvin—avec bâtisses et dépendances.

Pour être vendu au bureau du shérif soussigné, au palais de justice, à Chicoutimi, à DIX heures de l'avant-midi, le CINQUIEME jour du mois de MAI prochain.

O. BOSSÉ,

Bureau du Shérif, Shérif.
Chicoutimi, 30 mars 1909. 1583.2
[Première publication, 3 avril 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—Quebec.

Chicoutimi, à savoir : } **LA BANQUE NATIO-**
No 2342. } **NALE**, corps politique
et incorporé, établie et ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Québec, Demanderesse; contre **LA COMPAGNIE DE PULPE OUIAT-CHOUAN**, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Québec, et **ETIENNE PARADIS**, de la cité de Québec, conjointement et solidairement, Défendeurs.

Les lots numéros vingt C et vingt et un (20 C et 21), dans le premier rang, et les lots numéros vingt et un, vingt deux et vingt trois (21, 22 et 23), dans le second rang du cadastre officiel du canton Charlevoix, dans le comté du Lac Saint-Jean, et toute cette partie de la moitié sud du lot numéro trois ($\frac{1}{2}$ S. 3) et cette partie du lot numéro quatre (No 4), dans le cinquième rang du canton Dablon, même comté, qui se trouve entre la ligne du chemin de fer de Québec et du Lac Saint-Jean et le Lac Ouïatchouan, et bornées ces parties de lots au sud-ouest par le Lac Ouïatchouan, au sud-est par le terrain de la compagnie du dit chemin de fer, vers le nord par la moitié nord du lot numéro trois susmentionnée, appartenant aux représentants de Damase Jalbert, et au sud par le lot numéro cinq du même rang, appartenant aux mêmes—avec ensemble toutes les bâtisses quelconques érigées sur ces terrains et autres dépendances. A distraire (a) les droits de Ouïatchouan Falls Paper Company à un bail de la plus

Railway Depot, from the road leading to Ely; bounded north by a land owned by the E. E. Lawrence or representatives, east by part of lot 808, and west by F. X. Gervais, be the contents thereof what it may—with improvements thereon as acquired by the said Louis Gervais from F. X. Gervais and Charles E. Lay.

To be sold at the church door of the parish of Notre Dame de Bonsecours de Stukely, in county of Shefford and district of Bedford, on the TWENTY NINTH day of MAY next, at the hour of TEN of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's office, Sheriff.
Sweetsburg, 20th April, 1909, 1844
[First published, 24th April, 1909].

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Superior Court.—District of Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit : } **PASCHAL HERCULE**
No. 2275. } **BOILY**, merchant, of
Chicoutimi, Plaintiff; against **WILLIAM**
POTVIN, of Chicoutimi, Defendant.

A piece of land or emplacement forming part of No. 459, of the cadastre of the town of Chicoutimi, fifty feet in width from east to west, by ninety five (95) feet in depth from north to south; bounded on the north by the land reserved for Price street, on the east and south by the land of L. J. Savard or his representatives, on the west by the land of Joseph Potvin—with buildings and dependencies.

To be sold at the office of the undersigned sheriff, in the court house, at Chicoutimi, at TEN o'clock in the forenoon, the FIFTH day of the month of MAY next.

O. BOSSE.

Sheriff's Office, Sheriff.
Chicoutimi, 30th March, 1909. 1584
[First published, 3rd April, 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—Quebec.

Chicoutimi, to wit : } **THE LA BANQUE NA-**
No. 2342. } **TIONALE**, body politic
and incorporated, established and having its chief business office in the city of Quebec, Plaintiff; against **LA COMPAGNIE DE PULPE, OUIAT-CHOUAN**, body politic and incorporated, having its chief business office in the city of Quebec, and **ETIENNE PARADIS**, of the city of Quebec, jointly and severally, Defendants.

The lots numbers twenty C and twenty one (20 C and 21), in the first range, and the lots numbers twenty one, twenty two and twenty three (21, 22 and 23), in the second range on the official cadastre of the township Charlevoix, in the county of Lake Saint John, and all that portion of the south half of lot number three ($\frac{1}{2}$ S. 3) and that portion of lot number four (No. 4), in the fifth range of the township Dablon, same county, as may be found between the Quebec and Lake Saint John Railway line and Lake Ouïatchouan, and such portions of lots are bounded on the south west by Lake Ouïatchouan, on the south east by the land of the said Railway Company, on the north by the north half of lot number three above mentioned, belonging to the representatives of Damase Jalbert, and on the south by lot number five of the same range, belonging to the same—together with all the buildings whatsoever erected on such lands and other dependencies. To withdraw (a) the rights of the Ouïatchouan

grande partie des propriétés sus-décrites et passé devant Geo. St-Pierre, notaire, le 3 mars 1909, No 7238, et enregistré à Roberval, le 22 mars 1909, sauf à en retirer les redevances à compter du jour de la vente; (b) les droits de François Xavier Langevin ou représentants, à un bail d'une partie des propriétés sus-décrites, moulin à farine, etc., suivant acte devant Côme L. A. Morissette, notaire, le six mai mil neuf cent cinq, et enregistré à Roberval, le 5 avril 1907, No 5972, sauf à en retirer les redevances à compter de la vente.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Roberval, en la ville de Roberval, à ONZE heures de l'avant-midi, le QUATRIEME jour de MAI, mil neuf cent neuf.

O. BOSSE.

Bureau du Shérif,
Chicoutimi, 26 mars 1909.

Shérif.
1587.2

[Première publication, 3 avril 1909.]

Ventes par le Shérif—Gaspé

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Dans la Cour de Circuit.—New Carlisle.

Canada, }
Province de Québec, } **THE LEBOUTIL-
District de Gaspé, } LIER BROTHERS
Comté de Bonaventure. } COMPANY, LIMITED,
No 99. } corporation incorporée
et politique, ayant leur
principal bureau et place d'affaires dans la cité de Québec, et aussi faisant affaires à Paspébiac, dans le comté de Bonaventure, dans le district de Gaspé, Demandeurs; contre les terres et tenements de MOISE DENIS, fils de Michel, de Paspébiac susdit. Défendeur.**

Une partie de terre formant partie d'un lot numéroté No C, dans le quatrième rang de Paspébiac, de la subdivision primitive de Cox; bornée au sud par un chemin divisant les troisième et quatrième rangs, à l'ouest par le lot de cadastre No 882, au nord par la ligne divisant ce rang du premier rang est de la ligne Paspébiac, à l'est par le lot de cadastre No 880; la dite partie de terre maintenant connue sur les cadastre et livre de renvoi du canton de Cox, comme lot de cadastre No 881, mesurant trois chaînes et seize chaînons de front sur trente-huit chaînes et quatre-vingt chaînons de profondeur, ayant douze acres et un quart de terre en superficie—avec les bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame de Paspébiac, le VINGT-DEUXIEME jour de MAI, en l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent neuf, à DIX heures de l'avant-midi.

W. M. SHEPPARD.

Bureau du Shérif,
New Carlisle, 22 mars 1909.

Shérif.
1537.2

[Première publication, 3 avril 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Dans la Cour Supérieure.—New Carlisle.

Canada, }
Province de Québec, } **FRANCIS WESLEY
District de Gaspé, } ALEXANDER, de
Comté de Bonaventure. } Shawbridge, dans le
No 1009. } comté de Terrebonne,
faisant affaires comme
marchand, à Port Daniel Ouest, dans le susdit comté de Bonaventure, dans le dit district de Gaspé, sous les nom et raison de J. E. Alexander & Company, Demandeur; contre les meubles et immeu-**

Falls Paper Company to a lease of the greater part of the lands above described, and passed before Geo. St. Pierre, notary, the 3rd March, 1909, No. 7238, and registered at Roberval, the 22nd March, 1909, excepting to draw the rents to become due from the date of the sale; (b) the rights of François Xavier Langevin or representatives, to a lease of a part of the lands above described, flour mill, etc., in accordance with a deed passed before Côme L. A. Morissette, notary, the sixth of May, one thousand nine hundred and five, and registered at Roberval, the 5th April, 1907, No. 5972, excepting to draw the rents to become due from the date of the sale.

To be sold at the church door of the parish of Roberval, in the town of Roberval, at ELEVEN o'clock in the forenoon, the FOURTH day of MAY, one thousand nine hundred and nine.

O. BOSSE.

Sheriff's office,
Chicoutimi, 26th March, 1909.

Sheriff
1588

[First published, 3rd April, 1909.]

Sheriff's Sales—Gaspé

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below

FIERI FACIAS DE TERRIS.

In the Circuit Court.—New Carlisle.

Canada, }
Province of Quebec, } **THE LEBOUTIL-
District of Gaspé, } LIER BROTHERS
County of Bonaventure. } COMPANY, LIMITED, a
No. 99. } corporation body cor-
porate and politic, having
their principal office and place of business in the city of Quebec, and also carrying on business at Paspébiac, in the county of Bonaventure, in the district of Gaspé, Plaintiffs; against the lands and tenements of MOISE DENIS, son of Michel, of Paspébiac aforesaid, Defendant.**

A portion of land forming part of a lot numbered No. C, in the fourth range of Paspébiac, of the primitive subdivision of Cox; bounded on the south by a road dividing the third and fourth ranges, on the west by cadastral lot No. 882, on the north by the line dividing this range from the first range east of Paspébiac line, on the east by cadastral lot No. 880, this said portion of land now known on the cadastre and book of reference of the township of Cox, as cadastral lot No. 881, measuring three chains and sixteen links in front by thirty eight chains and eighty links in depth, being twelve and one quarter acres of land in superficies—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame de Paspébiac, on the TWENTY SECOND day of MAY, in the year of our Lord, one thousand nine hundred and nine, at TEN o'clock in the forenoon.

W. M. SHEPPARD.

Sheriff's Office,
New Carlisle, 22nd March, 1909.

Sheriff.
1538

[First published, 3rd April, 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

In the Superior Court.—New Carlisle.

Canada, }
Province of Quebec, } **FRANCIS WESLEY
District of Gaspé, } ALEXANDER, of
County of Bonaventure } Shawbridge, in the county
No. 1009. } of Terrebonne, carrying
on business as merchant,
at Port Daniel West, in the county of Bonaventure aforesaid, in the said district of Gaspé, under the style and name of J. E. Alexander & Company, Plaintiff; against the goods and chattels, lands and**

bles, terres et tenements de PAUL VIGNET, de l'endroit appelé L'Anse à la Barbe, dans la municipalité de L'Anse aux Gascons, dans les susdits comté et district, Défendeur.

1° Un lot de terre formant partie du lot primitif lettre E, situé dans le premier rang du canton de Port Daniel Est; borné en front par la Baie des Chaleurs, à l'ouest par le lot de cadastre No 309, au nord par le troisième rang, et à l'est par le lot de cadastre No 311, et contenant cent quatre acres et demi de terre, maintenant connu sur les cadastre et livre de renvoi du dit canton de Port Daniel Est comme lot de cadastre No 310—avec les bâtieses sus-érigées, circonstances et dépendances.

2° Un morceau de terre situé à L'Anse à la Barbe, dans le canton de Port Daniel Est, dans le comté de Bonaventure, dans le district de Gaspé, contenant un acre de terre de front sur sept acres de profondeur, plus ou moins; borné au sud par Alexander Brotherton, au nord par le chemin du Roi, à l'ouest par Pierre Roussie, et à l'est par Antoine Morin, le dit lot formant partie du lot primitif lettre H, maintenant connu sur le cadastre et livre de renvoi du canton de Port Daniel Est comme partie du lot de cadastre No 356—avec les bâtieses sus-érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint Germain de L'Anse aux Gascons, le VINGTIÈME jour de MAI de l'année mil neuf cent neuf, à DIX heures de l'avant-midi.

W. M. SHEPPARD,

Bureau du Shérif, Shérif.
New-Carlisle, 22 mars 1909. 1535.2
[Première publication, 3 avril 1909.]

Ventes par le Shérif—Iberville

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Circuit Supérieure.—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir :

No 193. } **G**ODFROY HUOT, bourgeois, de la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, Demandeur; contre les terres et tenements de STANISLAS BARIL, ci-devant de la paroisse de Saint-Alexandre, dans le district d'Iberville, et maintenant de New Bedford, dans l'état du Massachusetts, l'un des états-unis d'Amérique, Défendeur.

Une terre située au côté nord du chemin de la Grande-Ligne, en la paroisse de Saint-Alexandre, dans le district d'Iberville, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Alexandre, sous les numéros cent trente-huit et cent trente-neuf (Nos 138 et 139), de la contenance de quatre arpents de front sur vingt-huit arpents de profondeur, plus ou moins—avec les bâtieses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la dite paroisse de Saint-Alexandre, le VINGT-CINQUIÈME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

LOUIS MAYRAND,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Jean, 22 avril 1909. 1851
[Première publication, 24 avril 1909.]

tenements of PAUL VIGNET, of the place called L'Anse à la Barbe, in the municipality of L'Anse aux Gascons, in the county and district aforesaid, Defendant.

1. A lot of land forming part of the primitive lot letter E, situate in the first range of the township of Port Daniel East; bounded in front by the Baie des Chaleurs, on the west by cadastral lot No. 309, on the north by the third range, and to the east by cadastral lot No. 311, and containing one hundred and four acres and one half acre of land, and now known on the cadastral and book of reference of the said township of Port Daniel East as cadastral lot No. 310—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. A certain piece of land situate at L'Anse à la Barbe, in the township of Port Daniel East, in the county of Bonaventure, in the district of Gaspé, containing one acre of land in front by seven acres in depth, more or less; bounded on the south by Alexander Brotherton, on the north by the King's highway, on the west by Pierre Roussie, and on the east by Antoine Morin, the same forming part of the primitive lot letter H, and now known on the cadastre and book of reference of the township of Port Daniel East, as part of the cadastral lot No. 356—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Germain de L'Anse aux Gascons, on the TWENTIETH day of MAY, in the year one thousand nine hundred and nine, at TEN o'clock in the forenoon.

W. M. SHEPPARD,

Sheriff's Office, Sheriff.
New Carlisle, 22nd March, 1909. 1536
[First published, 3rd April, 1909.]

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Iberville.

Saint Johns, to wit: } **G**ODFROY HUOT, gentleman, of the town of No. 193. } Plaintiff; against the lands and tenements of STANISLAS BARIL, heretofore of the parish of Saint Alexander, in the district of Iberville, and now of New Bedford, in the state of Massachusetts, one of the united states of America, Defendant.

A farm situate on the north side of the road of the Grand Line, in the parish of Saint Alexander, in the district of Iberville, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Alexander, under the numbers one hundred and thirty eight and one hundred and thirty nine (Nos. 138 and 139), containing four arpents in front by twenty eight arpents in depth, more or less—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Alexander aforesaid, on the TWENTY FIFTH day of MAY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

LOUIS MAYRAND,

Sheriff's office, Sheriff.
Saint Johns, 22nd April, 1909. 1852
[First published, 24th April, 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.*

Canada, } **A BANQUE DES SAINT-**
 Province de Québec, } **HYACINTHE et L.**
 District d'Iberville. } **FABIEN PHILIE, séquestre à la dite banque, Deman-**
 No 8.

deurs ; vs **RENÉ DEVILLERS**, de la ville et du district d'Iberville, Défendeur, savoir :

Un morceau de terrain sis et situé au côté nord de la rue Stevenson, en la ville d'Iberville, dans le district d'Iberville, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville d'Iberville, sous le numéro soixante et douze (No 72)—avec une maison, magasin, remise et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Athanase, dans le district d'Iberville, le QUATRIÈME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

LOUIS MAYRAND,

Bureau du Shérif,
 Saint-Jean, 30 mars 1909.

Shérif.
 1559.2

[Première publication, 3 avril 1909.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **UBALDE GARAND**, des
 No 2205. } **cité et district de Mont-**

réal, et **TANCREDÉ D. TERROUX**, de la cité de Westmount, dit district, tous deux banquiers, de Montréal, y faisant affaires comme tels ensemble en société sous la raison sociale de "Garand, Terroux & Cie", Demandeurs ; contre les terres et tenements de **MATHILDE GRAVEL**, de la ville de Saint-Louis, district de Montréal, épouse séparée de biens de **Eusèbe Delongchamps**, et ce dernier, du même lieu, tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, Défendeurs.

Saisi comme appartenant au dit défendeur, **Eusèbe Delongchamps**, l'immeuble suivant, savoir :

Un terrain situé dans la ville de Saint-Louis, comté d'Hochelaga, district de Montréal—avec bâtisses en voie de construction et les matériaux qui se trouvent sur le dit terrain, comprenant environ deux cent cinquante morceaux de pierre artificielle, devant servir à la construction des dites bâtisses, circonstances et dépendances ; borné en front par la rue Saint-Urbain, connu et désigné sur le plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis, sous le numéro cinq cent quatre-vingt-sept, de la subdivision du lot numéro primitif onze.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIÈME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif,
 Montréal, 20 avril 1909.

Shérif.
 1883

[Première publication, 24 avril 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour de Circuit.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **LES COMMISSAIRES**
 No 3374. } **D'ÉCOLE POUR LA**

MUNICIPALITÉ DE VILLERAY, en la cité de Montréal, district de Montréal, Demandeurs ; contre les terres et tenements de **ADELIN MORRISSEAU**, fille majeure et usant de ses droits, de Montréal, Défenderesse.

Un lot de terre vacant sis et situé dans le quar-

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Saint Hyacinth.*

Canada, } **A BANQUE DE SAINT**
 Province of Québec, } **HYACINTHE and L.**
 District of Iberville. } **FABIEN PHILIE, seques-**
 No. 8. } **tr to the said bank, Plain-**

tiffs ; vs **RENÉ DEVILLERS**, of the town and district of Iberville, Defendant, to wit :

A piece of ground lying and situate on the north side of Stevenson street, in the town of Iberville, in the district of Iberville, known and designated on the official plan and book of reference of the said town of Iberville, under the number seventy two (No. 72)—with a house, store, shed and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Athanase, in the district of Iberville, on the FOURTH day of MAY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

LOUIS MAYRAND,

Sheriff's Office,
 Saint Johns, 30th March, 1909.

Sheriff.
 1560

[First published, 3rd April, 1909.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **UBALDE GARAND**, of the
 No. 2205. } **city and district of Mont-**

real, and **TANCREDÉ D. TERROUX**, of the city of Westmount, said district, both bankers of Montreal, and there doing business as such together and in co-partnership under the style and firm name of "Garand, Terroux & Cie", Plaintiffs ; against the lands and tenements of **MATHILDE GRAVEL**, of the town of Saint Louis, district of Montreal, wife separated as to property of **Eusèbe Delongchamps**, and the latter of the same place, personally and to authorize his said wife for the purpose hereof, Defendants.

Seized as belonging to the said defendant, **Eusèbe Delongchamps**, the following immoveable, to wit :

A lot situate in the town of Saint Louis, county of Hochelaga, district of Montreal—with buildings under construction and the materials on the said lot, comprising about two hundred and fifty pieces of artificial stone, for the use of the construction of the said buildings, circumstances and dependencies ; bounded in front by Saint Urbain street, known and designated on the official plan and book of reference of the village of Cote Saint Louis, under the number five hundred and eighty seven, of the subdivision of lot primitive number eleven.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the TWENTY SEVENTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office,
 Montreal, 20th April, 1909.

Sheriff.
 1884

[First published, 24th April, 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Circuit Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **THE SCHOOL COMMIS-**
 No. 3374. } **SIONERS FOR THE**

MUNICIPALITY OF VILLERAY, in the city of Montreal, district of Montreal, Plaintiffs ; against the lands and tenements of **ADELIN MORRISSEAU**, spinster in the exercise of her rights, of Montreal, Defendant.

A lot of vacant land lying and situate in Saint

489
 tier Saint-Denis, dans la cité de Montréal, connu sous le numéro deux cent cinquante-quatre (254), de la subdivision du lot officiel connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, sous le numéro quatre cent quatre-vingt-neuf (489); borné en front par la rue Saint-Hubert.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif,
 Montréal, 20 avril 1909.

Shérif.
 1871

[Première publication, 24 avril 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } LOUIS BENARD, cultivateur, de la paroisse de Saint-Bruno, dans le district de Montréal, en sa qualité de curateur dûment nommé à Dame Philomène Huet, sa mère, interdite devant cette cour par ordonnance du 25 janvier 1886, et dûment enregistrée dans le comté de Chambly, le onze février de la même année. Demandeur; contre les terres et tenements de ARTHUR BENARD, de la paroisse de la Longue-Pointe, dans le district de Montréal, Défendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Bruno, comté de Chambly, district de Montréal, contenant six arpents de front sur dix-huit arpents de profondeur dans une ligne, et quinze arpents dans l'autre, le tout plus ou moins; tenant par un bout à la concession des vingt-cinq, par l'autre bout à Jacques Senecal, Joseph Verronneau et autres, d'un côté à Théodule Bénard, et de l'autre côté à François Tremblay—avec une grange dessus construite. La dite terre faisant partie de l'immeuble connu et désigné sous le numéro un, aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Bruno.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Bruno, le VINGT-SEPTIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant midi.

P. M. DURAND,

Bureau du Shérif,
 Montréal, 21 avril 1909.

Député Shérif.
 1873

[Première publication, 24 avril 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } REVEREND RENE LA-BELLE, prêtre, de Saint-Sulpice, et CHARLES BRUCHESI, avocat, tous deux de la cité et du district de Montréal, agissant en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de feu Messire Joseph Désiré Chevrier, en son vivant prêtre de la compagnie de Saint-Sulpice, des cité et district de Montréal, Demandeurs; contre les terres et tenements de A. AUDET, de la cité et du district de Montréal, Défendeur.

1° Un emplacement sis et situé dans le quartier Saint-Louis, dans la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro deux cent quatre-vingt-huit (288), de la subdivision du dit lot officiel, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Louis, sous le numéro neuf cent trois (903-288); borné en front par l'avenue Laval, et portant le numéro civique trois cent cinquante et un (351), de la dite avenue—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Un emplacement sis et situé dans le quartier Saint-Louis, dans la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro deux cent quatre-vingt-neuf (289), de la subdivision du lot officiel connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis sous le numéro neuf cent trois (903-289); borné en front par l'avenue Laval, et portant le numéro civique trois cent cinquante-trois (353), de la dite avenue—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Denis ward, in the city of Montreal, known as number two hundred and fifty four (254), of the subdivision of the official lot known and described on the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Recollet, as number four hundred and eighty nine (489); bounded in front by Saint Hubert street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the TWENTY-SEVENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office,
 Montreal, 20th April, 1909.

Sheriff.
 1872

[First published, 24th April, 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montréal, to wit : } LOUIS BENARD, farmer, No 3846. } of the parish of Saint Bruno, in the district of Montreal, in his quality of curator duly appointed to Dame Philomène Huet, his mother, interdicted before this court by order of the 25th January, 1886, and du'y registered in the county of Chambly, the eleventh of February of the same year. Plaintiff; against the lands and tenements of ARTHUR BENARD, of the parish of Longue Pointe, in the district of Montreal, Defendant.

A land situate in the parish of Saint-Bruno, county of Chambly, district of Montreal, containing six arpents in front by eighteen arpents in depth on one line, and fifteen arpents in depth on the other, the whole more or less; bounded on one end by the twenty five concession, on the other end by Jacques Senecal, Joseph Verronneau and others, on one side by Theodule Benard, and on the other side by François Tremblay—with a barn thereon erected. The said land forming part of the immovable known and designated under the number one, on the official plan and book of reference of the said parish of Saint-Bruno.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Bruno, the TWENTY SEVENTH day of MAY next, et ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's office,
 Montreal, 21st April, 1909.

Deputy Sheriff.
 1874

[First published, 24th April, 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montréal, to wit : } REVEREND RENE LA-BELLE, priest, of Saint Sulpice, and CHARLES BRUCHESI, advocate, both of the city and district of Montreal, acting in their capacity of testamentary executors of the late Messire Joseph Désiré Chevrier, in his lifetime priest of the order of Saint Sulpice, of the city and district of Montreal, Plaintiffs; against the lands and tenements of A. AUDET, of the city and district of Montreal, Defendant.

1. An emplacement lying and situate in Saint Louis ward, in the city of Montreal, known and designated under the number two hundred and eighty eight (288), of the subdivision of the official lot known and designated on the official plan and book of reference of the said Saint Louis ward, under the number nine hundred and three (903-288); bounded in front by Laval avenue, and bearing the civic number three hundred and fifty one (351), of the said avenue—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. A lot being and situate in Saint Louis ward, in the city of Montreal, known and designated under the number two hundred and eighty nine (289), of the subdivision of the official lot known and designated on the official plan and book of reference for Saint Louis ward, under the number nine hundred and three (903-289); bounded in front by Laval avenue, and bearing the civic number three hundred and fifty three (353), of the said avenue—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour de MAI prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

P. M. DURAND,
Bureau du Shérif, Député-Shérif.
Montréal, 21 avril 1909. 1885
[P emière publication, 24 avril 1909.]

To be sold at my office, in the city of Montreal, the TWENTY SEVENTH day of MAY next, at THREE o'clock in the afternoon.

P. M. DURAND,
Sheriff's office, Deputy Sheriff.
Montreal, 21st April, 1909. 1886
[First published, 24th April, 1909].

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir : } **A**UGUSTE RIOPELLE,
No 2032. } marchand, des cité et
district de Montréal, Demandeur ; contre AUGUSTIN
ETHIER, du canton de Egan, district d'Ottawa, Défendeur, à savoir :

Lot numéro soixante et huit (68), dans la cinquième rang du canton de Egan, dans le district d'Ottawa, conformément aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton — avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, dans la cité de Hull, le VINGT-SIXIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,
Bureau du Shérif, Shérif.
Hull, 30 mars 1909. 1805
[Première publication, 24 avril 1909].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir : } **D**AMASE ST. DENIS,
No 1820. } du canton de Egan, district
d'Ottawa, Demandeur ; contre THOMAS LABELLE,
du canton de Lytton, dit district d'Ottawa, Défendeur, à savoir :

Lot numéro trente-six (36), dans le cinquième rang du canton de Lytton, dans le district d'Ottawa — avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu dans le bureau d'enregistrement, dans la cité de Hull, le QUATRIEME jour de MAI prochain, à DIX heures ET QUART de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,
Bureau du shérif, Shérif.
Hull, 30 mars 1909. 1607-2
[Première publication, 3 avril 1909].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Ottawa, à savoir : } **A**RSENE CYR MIQUELON,
No 2846. } de Danville, dans le district
de Saint-François, marchand de bois, Deman-

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Ottawa.

Ottawa, to wit : } **A**UGUSTE RIOPELLE,
No. 2032. } merchant, of the city and
district of Montreal, Plaintiff ; against AUGUSTIN
ETHIER, of the township of Egan, district of
Ottawa, Defendant, to wit :

Lot number sixty eight (68), in the fifth range of the township of Egan, in the district of Ottawa, according to the official plan and book of reference for said township — with the buildings thereon erected.

To be sold at the registry office, in the city of Hull, on the TWENTY SIXTH day of MAY next, at TEN of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,
Sheriff's Office, Sheriff.
Hull, 30th March, 1909. 1806
[First published, 24th April, 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Ottawa.

Ottawa, to wit : } **D**AMASE ST. DENIS, of the
No. 1820. } township of Egan, district
of Ottawa, Plaintiff ; against THOMAS LABELLE,
of the township of Lytton, said district of Ottawa,
Defendant, to wit :

Lot number thirty six (36), in the fifth range of the township of Lytton, in the district of Ottawa — with the buildings thereon erected.

To be sold at the registry office, in the city of Hull, on the FOURTH day of MAY next, at a QUARTER PAST TEN of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,
Sheriff's office, Sheriff.
Hull, 30th March, 1909. 1608
[First published, 3rd April, 1909].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Ottawa, to wit : } **A**RSENE CYR MIQUELON,
No. 2846. } of Danville, district of
Saint Francis, lumberman, Plaintiff ; against

deur ; contre **PAUL LOUIS BOISVERT** de Rockland, dans l'état de Massachusetts, un des états-unis d'Amérique, Défendeur, à savoir :

Un emplacement formant partie du lot numéro dix (10), dans le troisième rang du canton de Boyer, dans le comté de Labelle, où est situé le moulin construit par J. N. Blais & Frère ; le dit emplacement contenant cinq arpents en superficie et désigné par poteaux plantés d'un consentement mutuel du vendeur A. C. Miquelon, les dits J. N. Blais & Frère et par le dit défendeur.

Le dit emplacement étant borné au sud par le lot No 9, du troisième rang du canton de Boyer, au nord le Third Lake Sawga, à l'est et à l'ouest par le résidu du dit lot No 10 tel résidu étant et restant la propriété du dit A. C. Miquelon.

Avec le dit emplacement tel que ci-dessus décrit, étant partie du lot No 10, du dit troisième rang du canton de Boyer, est aussi saisi comme formant partie et étant aus-érigé et aussi appartenant au défendeur, un moulin à scie pourvu de brouilloires, machine à vapeur, arbre de couche, poulies, courroies, scies, machines, outils et autres accessoires pour scier le bois, le tout formant partie du dit moulin et étant immeuble par destination, et aussi un hangar et toutes autres bâtisses sur le dit emplacement.

Pour être vendu sujet à la charge suivante : une rente annuelle et perpétuelle constituée de \$4.00, payable à Arsène Cyr Miquelon, le premier jour de septembre de chaque année, en vertu de l'acte passé devant J. E. Leblanc, N. P., le 1er septembre 1908, par lequel le dit Miquelon a vendu la dite partie de lot à P. L. Boisvert. La rente en question représentant le prix de vente de la dite partie de lot et étant garanti par le privilège du vendeur.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, dans le village de Papineauville, le CINQUIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT.

Bureau du Shérif,
Hull, 30 mars 1909.

Shérif.
1615.2

[Première publication, 3 avril 1909.]

PAUL LOUIS BOISVERT, of Rockland, in the state of Massachusetts, one of the united states of America, Defendant, to wit :

An emplacement forming part of lot number ten (10), in the third range of the township of Boyer, in the county of Labelle, where is situated the mill built by J. N. Blais & Frère ; the said emplacement containing four arpents in superficies and designated by posts planted by mutual consent by the vendor A. C. Miquelon, said J. N. Blais & Frère and by said defendant.

The said emplacement being bounded to the south by the lot No. 9, of the third range of the township of Boyer, to the north by the Third Lake Sawga, to the east and to the west by the remainder of the said lot No 10, such remainder being and remaining the property of the said A. C. Miquelon.

With the said emplacement as about described, being part of lot No. 10, of said range of the township of Boyer, is also seized as forming part and being thereon erected, and also belonging to defendant, a saw-mill equipped with boilers, steam-engine, shafting, pulleys, belting, saws, machines, machinery, tools and other accessories for sawing lumber, the whole forming part of said mill and being immovable by destination, and also a shed and all other buildings on said emplacement.

To be sold subject to the following charge : an annual and perpetual constituted rent of \$4.00, payable to Arsène Cyr Miquelon, on the first day of September, each year, in virtue of the deed passed before J. E. Leblanc, N. P., on 1st September, 1908, by which the said Miquelon sold the said part of lot to P. L. Boisvert. The rent in question representing the price of sale of said part of lot and being secured by privilege of vendor.

To be sold at the registry office, in the village of Papineauville, on the FIFTH day of MAY next, at TEN of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT.

Sheriff's Office,
Hull, 30th March, 1909.

Sheriff.
1616

[First published, 3rd April, 1909].

Ventes par le Shérif—Québec

AVIS PUBLIC est par le présent donné que le **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

District de Québec, à savoir : } **JOSEPH PEPIN**;
No 4068. } **vs LAURENT LESIEUR**, à savoir :

Le numéro 8 (huit), du cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame-des-Anges, comté de Portneuf, étant une terre située dans le troisième rang nord-ouest du canton Chavigny—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame-des-Anges, le VINGT-HUITIÈME jour de MAI prochain, à ONZE heures du matin.

OHS. LANGELIER,

Bureau du shérif,
Québec, 21 avril 1909.

Shérif.
1833

[Première publication, 24 avril 1909.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **LOUIS BOUILLÉ** ; contre
No 2166. } **LOUIS BEAUPRE**, à savoir :

1° Le lot No 5 (numéro cinq), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Ubalde, comté de Portneuf, étant une terre située dans le rang C, du canton de Montauban — circonstances et dépendances.

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

District of Quebec, to wit : } **JOSEPH PEPIN**;
No. 4068. } **vs LAURENT LESIEUR**, to wit :

The number 8 (eight), of the official cadastre of the parish of Notre-Dame-des-Anges, county of Portneuf, being a land situate in the third north-west range of the township Chavigny—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of the parish of Notre-Dame-des-Anges, the TWENTY-EIGHTH day of the month of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OHS. LANGELIER,

Sheriff's office,
Quebec, 21st April, 1909.

Sheriff.
1834

[First published, 24th April, 1909.]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } **LOUIS BOUILLÉ** : against
No. 2166. } **LOUIS BEAUPRE**, to wit :

1. The lot No. 5 (number five), of the official cadastre for the parish of Saint Ubalde, county of Portneuf, being a land situate in range C of the township of Montauban—circumstances and dependencies.

2^e Partie du lot No 6 (six), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Ubalde, comté de Portneuf, étant un emplacement situé dans le rang C, du canton Montauban, contenant cinquante pieds de large sur environ soixante pieds de profondeur, plus ou moins, mesure française; bornée au bout nord-ouest au chemin royal, et profondeur et du côté sud-ouest à Georges Sauvageau, et du côté nord-est à la terre sus-désignée—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Ubalde, le VINGT-SIXIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif,
Québec, 22 avril 1909.

Shérif.
1869

[Première publication, 24 avril 1909.]

FIERI FACIAS.

Court de Circuit.

Québec, à savoir : } GERMAIN ARTHUR PA-
No 3927. } RADIS ; contre LOUIS
PHILIPPE ROBITAILLE, es-qualité, à savoir :

Le lot No 1551 (mille cinq cent cinquante et un), du cadastre officiel pour le quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, étant un emplacement situé à l'encoignure nord-ouest des rues Des Fossés et de la Chapelle, (rue Laliberté)—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances; avec aussi les droits de mitoyenneté dans les murs et dans le sol sur lequel ils s'élèvent, entre le dit lot et le lot voisin No 1552, du dit cadastre, et aussi à charge d'un usufruit sur la dite propriété constitué en faveur de Dame Estelle Bergeron, épouse de Louis Philippe Robitaille, de Québec, sa vie durant.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le SEPTIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

J. B. AMYOT,

Bureau du shérif,
Québec, 1er avril 1909.

Député shérif.
1611-2

[Première publication, 3 avril 1909.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } DAME DESNEIGES NAUD;
No 218. } contre ONESIME LABBE,
à savoir :

Partie du lot No 27 (vingt-sept), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Rémi-du-Lac-au-Sable, étant un emplacement situé dans le deuxième rang ouest du canton Chavigny, de la paroisse de Notre-Dames-des-Anges, contenant cent douze pieds de largeur sur deux cents pieds de longueur, plus ou moins; borné au nord au chemin public, au sud et au sud-ouest à Pierre Renaud, et au nord-est à Georges Therrien—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame-des-Anges, comté de Portneuf, le QUATORZIÈME jour de MAI prochain, à ONZE heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif,
Québec, 8 avril 1909.

Shérif.
1667.2

[Première publication, 10 avril 1909.]

Ventes par le Shérif—Rimouski

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

2. Part of lot No. 6 (number six), of the official cadastre for the parish of Saint Ubalde, county of Portneuf, being a lot situate in range C, of the township of Montauban, containing fifty feet in width by about sixty feet in depth, more or less, french measure; bounded on the north west and by the King's highway, in depth and on the south west side by Georges Sauvageau, and on the north east side by the land above described—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Ubalde, the TWENTY SIXTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's office,
Quebec 22nd April, 1909.

Sheriff.
1870

[First published, 24th April, 1909].

FIERI FACIAS.

Circuit Court.

Québec, to wit : } GERMAIN ARTHUR PA-
No. 3927. } RADIS ; against LOUIS
PHILIPPE ROBITAILLE, es-qualité, to wit :

The lot No. 1551 (fifteen hundred and fifty one), on the official cadastre for Jacques-Cartier ward, of the city of Québec, being a lot situate on the north west corner of Des Fossés and of la Chapelle streets, (Laliberté street)—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies; with also the rights of joint-ownership (*droits de mitoyenneté*), in the walls and the soil on which they are built, between the said lot and the adjoining lot No. 1552, of the said cadastre, and also subject to the usufruct on the said property constituted in favor of Dame Estelle Bergeron, wife of Louis Philippe Robitaille, of Québec, during her lifetime.

To be sold at my office, in the city of Québec, the SEVENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the morning.

J. B. AMYOT,

Sheriff's office,
Quebec, 1st April, 1909.

Deputy Sheriff.
1612

[First published, 3rd April, 1909.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } DAME DESNEIGES NAUD;
No 218. } against ONESIME LABBE,
to wit :

Part of lot No. 27 (twenty seven), of the official cadastre for the parish of Saint-Rémi-du-Lac-au-Sable, being a lot situate in the second western range of the township Chavigny, of the parish of Notre-Dame-des-Anges, containing one hundred and twelve feet in width by two hundred feet in length, more or less; bounded on the north by the public road, on the south and south west by Pierre Renaud, and on the north east by Georges Therrien—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Notre-Dame-des-Anges, county of Portneuf, the FOURTEENTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the morning.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's office,
Quebec, 8th April, 1909.

Sheriff.
1668

[First published, 10th April, 1909.]

Sheriff's Sales—Rimouski

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Canada, } **ERNEST LESPÉRANCE**
Province de Québec, } **COTE**, de la cité de
District de Rimouski. } Québec, *es qualité*; contre
No 3557. } **DAME FLORENTINE**
BROCHU, veuve de feu Eugène Morissette, du
village de Petit Métis, Défenderesse.

Un emplacement situé au village de Petit Métis, étant le numéro cinquante-sept (57), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de l'Assomption de Notre-Dame de McNider (Sandy Bay), dans le comté de Matane, faisant partie du No 7, du premier rang de l'arpentage primitif du canton McNider; borné au nord-ouest par le fleuve Saint-Laurent, au sud-est par un chemin public, au nord-est par le No 59 (cinquante-neuf), et au sud-ouest par le No 55 (cinquante-cinq)—avec bâtisse dessus construite, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de la salle publique au village de Petit Métis, le VINGT-HUITIÈME jour de MAI 1909, à DIX heures de l'avant-midi.

CHS. D'ANJOU,

Bureau du Shérif, Shérif.
Rimouski, 13 avril 1909. 1831
[Première publication, 24 avril 1909.]

Ventes par le Shérif—St-François

VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRÉS** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit, dans et pour le comté de Stanstead, dans le village de Stanstead Plain, district de Saint-François.

Saint-François, à savoir: } **HORACE M. HOVEY**, du village de
No 169. } **VEY**, du village de
Rock Island, dans le circuit de Stanstead, avocat et conseil en loi du Roi, Demandeur; contre les **HERITIERS** de feu Hollis Clark, en son vivant du même lieu, menuisier, maintenant décédé, Défendeurs.

Un morceau de terre situé dans le village de Rock Island, dans le comté de Stanstead, connu et désigné sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi pour le dit village de Rock Island, comme lot numéro quarante-deux (42), contenant une superficie de vingt-quatre perches et soixante et six pieds; borné en front par la rue du chemin de fer—ensemble avec toutes les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sacré-Cœur de Jésus, dans le village de Stanstead Plain, le VINGT-SIXIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

HENRY AYLMEY,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 21 avril 1909. 1845
[Première publication, 24 avril 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir: } **JOSEPH GODBOUT**,
No 53. } **FILS**, Demandeur;
contre **GEORGE GODBOUT**, Défendeur.

Une terre eise et située dans le troisième rang de Saint-George de Windsor, dans le comté de Richmond, connue et désignée sous les numéros deux cent cinquante-quatre (254) et deux cent cinquante-cinq (255) sur le plan du cadastre et au livre de renvoi officiels du canton de Windsor—avec la maison et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances; avec réserve en faveur de M. Joseph Godbout, père, et son épouse, Eleonore Comtois, l'usage de la maison sur la terre ci-dessus décrite aussi longtemps qu'ils le désireront et jus-

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Canada, } **ERNEST LESPÉRANCE**
Province de Québec, } **COTE**, of the city
District of Rimouski. } of Québec, *es qualité*,
No. 3557. } against **DAME FLOREN-**
TINE BROCHU, widow of the late Eugene Mori-
sette, of the village of Little Metis, Defendant.

A lot situate in the village of Little Metis, being the number fifty seven (57), on the official plan and book of reference of the cadastre for the parish of l'Assomption de Notre-Dame de McNider (Sandy Bay), in the county of Matane, forming part of No. 7, in the first range of the primitive survey of the township McNider; bounded on the north west by the river Saint Lawrence, on the south east by a public road, on the north east by the number fifty nine (59), and on the south west by the number fifty five (55)—with the building thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the public hall, in the village of Little Metis, the TWENTY-EIGHTH day of MAY, 1909, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES D'ANJOU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Rimouski, 13th April, 1909. 1832
[First published, 24th April, 1909.]

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court, in and for the county of Stanstead, at the village of Stanstead Plain, district of Saint-François.

Saint-François, to wit: } **HORACE M. HOVEY**,
No. 169. } of the village of Rock-
Island, in the Stanstead circuit, advocate and King's counsel, Plaintiff; against the **HEIRS** of the late Hollis Clark, in his lifetime of the same place, carpenter, now deceased, Defendants.

A piece of land situate in the village of Rock-Island, in the county of Stanstead, known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference for the said village of Rock-Island, as the lot number forty two (42), containing in area twenty four perches and sixty six feet; and bounded in front by railroad street—together with all the betterments, buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the church door of the parish of Sacré Cœur de Jésus, in the village of Stanstead Plain, on the TWENTY SIXTH day of MAY next, at TEN of the clock in the forenoon.

HENRY AYLMEY,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, 21st April, 1909. 1846
[First published, 24th April, 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint-François.

Saint-François, to wit: } **JOSEPH GODBOUT**, ju-
No. 53. } **NIOR**, Plaintiff; against
GEORGE GODBOUT, Defendant.

A land lying and situate in the third range of Saint-George de Windsor, in the county of Richmond, known and designated under the numbers two hundred and fifty four (254) and two hundred and fifty five (255), on the official cadastral plan and book of reference of the township of Windsor—with the house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies; with the reserve in favor of Mr. Joseph Godbout, senior, and his wife, Eleonore Comtois, of the use of the house on the above described lot as long as they so wish and

qu'au décès du dernier vivant entre eux, et aussi le droit d'usage d'un petit terrain autour et en arrière de la dite maison, pour en faire un jardin potager et aussi un verger de pommes, près de la dite maison. Le dit Joseph Godbout père, et sa dite épouse auront le libre usage de la dite maison, du jardin et verger, à l'exclusion de tous autres; mais après leur décès les dites réserves cesseront.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-George de Windsor, le VINGT-CINQUIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

HENRY AYLMER,

Bureau du shérif. Shérif.
Sherbrooke, 21 avril 1909. 1847
[Première publication, 24 avril 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District d'Arthabaska.

Saint-François, à savoir : } **HORMIDAS LAPORTE, JEAN BAPTISTE MARTIN, OCTAVE BOUCHER, LOUIS A. DELORME ET JOSEPH ETHIER,** tous des cité et district de Montréal, commerçants, y faisant affaires en société sous la raison sociale de "Laporte, Martin & Cie.". Demandeurs; contre les terres tenements de **VICTOR DUFRESNE**, de Sainte Clothilde de Horton, Défendeur.

Un morceau de terre situé dans le village de Asbestos, dans le district de Saint-François, formant partie du lot numéro huit, dans le deuxième rang du canton de Shipton, de la subdivision primitive du dit canton, maintenant connu et désigné sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi pour le dit village de Asbestos, comme lot numéro (9); borné en front par la rue Laurier—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Anne de Danville, dans le village de Danville, le QUATRIEME jour de MAI prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

HENRY AYLMER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 31 mars 1909. 1589.2
[Première publication, 3 avril 1909.]

Ventes par le Shérif—Terrebonne

VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES ET HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour supérieure.

District de Terrebonne, } **DAME THEO-**
Sainte-Scholastique, à savoir : } **TISSE CYR,**
No 535. } Demanderesse; vs
DAMASE CORBEIL, Défendeur.

1 Un lot de terre situé en la paroisse de Sainte-Scholastique, comté des Deux-Montagnes, district de Terrebonne, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour la dite paroisse, sous le numéro cinq cent vingt-trois (No 523.)

2° Un autre lot de terre situé au même lieu, connu et désigné aux mêmes plan et livre de renvoi officiels, sous le numéro cinq cent vingt-quatre (No 524)—avec les bâtisses dessus érigées sur les dits lots de terre.

Pour être vendus au bureau du shérif, au palais de justice, en le village de Sainte-Scholastique, dit district, le QUATRIEME jour de MAI prochain (1909), à ONZE heures de l'avant-midi.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sainte-Scholastique, 29 mars 1909. 1531.2
[Première publication, 3 avril 1909.]

until the death of the last survivor of either of them, and also the right of the use of a small lot around and in the rear of the said house, to make a kitchen garden and apple orchard, near the said house. The said Joseph Godbout, senior, and his said wife shall have the free use of the said house, garden and orchard, to the exclusion of others; but after their death the said reserves shall cease.

To be sold at the church door of the parish of Saint George de Windsor, the TWENTY FIFTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

HENRY AYLMER,

Sheriff's office, Sheriff.
Sherbrooke, 21st April, 1909. 1848
[First published, 24th April, 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—District of Arthabaska.

Saint Francis, to wit : } **HORMIDAS LAPORTE, JEAN BAPTISTE MARTIN, OCTAVE BOUCHER, LOUIS A. DELORME AND JOSEPH ETHIER,** all of the city and district of Montreal, traders, and there doing business together in partnership under the firm name of "Laporte, Martin & Cie.". Plaintiffs; against the lands and tenements of **VICTOR DUFRESNE**, of Sainte Clothilde de Horton, Defendant.

A piece of land situate in the village of Asbestos, in the district of Saint Francis, forming part of the lot number eight, in the second range of the township of Shipton, of the primitive subdivision of the said township, now known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the said village of Asbestos, as the lot number nine (9); bounded in front by Laurier street—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the church door of the parish of Sainte-Anne de Danville, in the village of Danville, on the FOURTH day of MAY next, at TWO o'clock in the afternoon.

HENRY AYLMER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, 31st March, 1909. 1590
[First published, 3rd April, 1909.]

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned **LANDS AND TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.

District of Terrebonne, } **DAME THEO-**
Sainte Scholastique, to wit : } **TISSE CYR,**
No. 535. } Plaintiff; vs
DAMASE CORBEIL, Defendant.

1. A lot of land situate in the parish of Sainte Scholastique, county of Two Mountains, district of Terrebonne, known and designated on the official plan and book of reference for the said parish, under the number five hundred and twenty three (No. 523).

2. Another lot of land situate in the same place, known and designated on the same official plan and book of reference, under the number five hundred and twenty four (No. 524)—with the buildings erected on the said lots of land.

To be sold at the sheriff's office, in the court house, in the village of Sainte Scholastique, said district, the FOURTH day of MAY next (1909), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sainte Scholastique, 29th March, 1909. 1532
[First published, 3rd April, 1909.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit, pour le comté de Champlain—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: } **NORBERT TRUDEL**,
No 1584. } Demandeur; vs
ARTHUR HEBERT, Défendeur.

1° Une terre située en la paroisse de Saint-Jean des Piles, mesurant trois arpents de largeur et vingt arpents de profondeur; bornée à un bout vers l'ouest par le chemin de front du rang Saint-Adelphe, en arrière vers l'est par le cordon du septième rang, d'un côté vers le nord par le terrain de Léopold Hébert, et d'autre côté vers le sud par une autre terre appartenant à Arthur Hébert, faisant partie des numéros trois cent vingt-deux et trois cent vingt-trois (322 et 323), du cadastre hypothécaire pour la paroisse de Sainte-Flore.

2° La juste moitié sud du lot de terre numéro trois cent vingt-trois (323), du cadastre de Sainte-Flore, située en la paroisse de Saint-Jean des Piles, dans le rang Saint-Adelphe du Lac des Piles, contenant la dite moitié deux arpents de front sur la profondeur du dit rang Saint-Adelphe—avec bâtisse.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jean des Piles, le **VINGT-SIXIÈME** jour de **MAI** prochain, à **DIX** heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois Rivières, 21 avril 1909. 1849
[Première publication, 24 avril 1909.]

Avis du Gouvernement

No 1465-08.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC.

En conformité des dispositions de l'article 98 de la loi de l'Instruction publique, le surintendant donne avis qu'une demande lui a été adressée, à l'effet de d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de Saint-Jean Bérchmans, la paroisse de ce nom, situées dans le comté d'Hochelaga, bornée au sud-est par le chemin de fer "Le Pacifique Canadien", au nord-est par le centre de l'avenue Delorimier, au sud-ouest partie par le centre de la rue Garnier, et partie par la ligne qui passe entre les numéros deux et quatre et les numéros 331 et 332 du cadastre officiel de la côte Saint-Louis du Mile-End, et au nord-ouest par les limites de la paroisse du Sault-au-Récollet. 1887

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 7 avril 1909.

Présent : Le **LIEUTENANT-GOUVERNEUR** en Conseil.

Attendu qu'une société de colonisation est en voie de formation dans la division électorale de Saint-Laurent, (Montréal), ayant le siège de ses opérations à Montréal, dans le but de promouvoir la colonisation conformément aux dispositions de la loi concernant les sociétés de colonisation.

Attendu que la dite société a produit la déclaration requise, signée par trente-huit de ses membres.

Attendu que ceux-ci ont tenu le 2 mars dernier,

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court, for the county of Champlain.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: } **NORBERT TRUDEL**,
No. 1584. } Plaintiff; vs **ARTHUR**
HEBERT, Defendant.

1. A land situate in the parish of Saint-Jean des Piles, measuring three arpents in width and twenty arpents in depth; bounded on one end towards the west by the front road of the Saint Adelphe range, in the rear towards the east by the line of the seventh range, on one side towards the north by the lot of Leopold Hebert, and on the other side towards the south by another land belonging to Arthur Hebert, forming part of the numbers three hundred and twenty two and three hundred and twenty three (322 and 323), of the mortgage cadastre for the parish of Sainte Flore.

2. The exact south half of the lot of land number three hundred and twenty three (323), of the cadastre of Sainte Flore, situate in the parish of Saint Jean des Piles, in the Saint Adelphe range of Lac des Piles, containing the said half two arpents in front by the depth of the said Saint Adelphe range—with building.

To be sold at the church door of the parish of Saint Jean des Piles, the **TWENTY SIXTH** day of **MAY** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's office, Sheriff,
Three Rivers, 21st April, 1909. 1850
[First published, 24th April, 1909.]

Government Notices

No. 1465.08.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION OF THE PROVINCE OF QUEBEC.

Pursuant to the provisions of article 98 of the Education Act, the superintendent gives notice that application has been made to him, to erect into a separate school municipality under the name of Saint Jean Bérchmans, the parish of such name, situated in the county of Hochelaga, bounded on the south east by the Canadian Pacific Railway, on the north east by the centre of Delorimier avenue, on the south west partly by the centre of Garnier street and partly by the line which passes between the numbers two and four and the numbers 331 and 332 of the official cadastre of Cote Saint Louis du Mile End, and on the north west by the boundaries of the parish of Sault-au-Récollet. 1888

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Quebec, 7th April, 1909.

Present : The **LIEUTENANT GOVERNOR** in Council.

Whereas a colonization society is about to be formed in the electoral division of Saint Lawrence, (Montreal), having its place of business at Montreal, for the purpose of promoting colonization in accordance with the provisions of the act respecting colonization societies.

Whereas the said society has filed the requisite declaration, signed by thirty eight of its members.

Whereas the latter held a meeting on the 2nd of

une assemblée à laquelle ont été choisis les officiers et les membres du conseil d'administration provisoire.

Attendu que les dits officiers et membres du conseil d'administration ont tenu le 16 mars dernier, une assemblée préliminaire à laquelle une constitution et des règlements ont été adoptés, ainsi qu'en font foi les pièces, certifiées et paraphées, de record au département de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, sous les numéros 2125 et 2590, des lettres reçues pour l'année 1909.

Il est ordonné que la constitution et les règlements adoptés à l'assemblée susdite du bureau de direction soient approuvés, et que la dite société soit reconnue sous le nom de "Société Mutuelle de Colonisation de la province de Québec."

Il est ordonné de plus que, à moins d'incompatibilité, les dispositions de la section X du chapitre VII, du titre IV des S. R. P. Q., s'appliquent à la dite société et que le présent arrêté en conseil soit publiée dans la "Gazette Officielle," le tout aux termes de l'article 1742 des S. R. P. Q.

1911

GUSTAVE GRENIER,
Greffier du Conseil Exécutif.

Québec, 23 avril 1909.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Errol Lindsay, écuyer, notaire public, résidant et pratiquant en la ville de Roberval, en le comté du Lac Saint-Jean, district de Chicoutimi, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Joseph Charles Lindsay, en son vivant notaire public, pratiquant en la dite ville de Roberval, comté et district susdits; conformément aux dispositions du code municipal.

1915

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

Québec, 23 avril 1909.

Avis est par le présent donné qu'une demande a été présentée au lieutenant-gouverneur en conseil, par la municipalité de Péribonka, comté du Lac Saint-Jean, pour obtenir l'autorisation de ne publier qu'en français seulement, tous avis, règlements ou résolutions faits et passés par le conseil de la dite municipalité.

Toutes représentations à ce contraire devront être produites dans le délai de deux mois qui suivra le deuxième et dernière publication du dit avis.

1917

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

PROVINCE DE QUEBEC.

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Vu le rapport de M. Jean Joseph Edmond Woods, l'un des inspecteurs des bureaux publics, asiles et prisons, dûment approuvé par le lieutenant-gouverneur, le 23 avril 1909, le soussigné certifie que l'école de réforme, établie par le bureau des directeurs de "The Boys Farm and Training School", à Shawbridge, comté et district de Terrebonne, est en état de recevoir 36 délinquants protestants, inclusivement, qui peuvent être condamnés à la détention, dans une prison de réforme, venant de n'importe quelle localité de la province.

1913

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

Avis Divers

Avis est par le présent donné que conformément au Statut 4 Edouard VII, chapitre 34 (Québec) et amendements, "The International Portland

March last, at which the officers and members of the provisional board of management were chosen.

Whereas the said officers and members of the board of management held a preliminary meeting on the 16th of March last, at which a constitution and by laws were adopted, as vouched for by the certified and initialed documents of record in the department of Colonization, Mines and Fisheries, under the numbers 2125 and 2590, of the letters received for the year 1909.

It is ordered that the constitution and by-laws adopted at the aforesaid meeting of the board of management be approved, and that the said society be recognized under the name of "Mutual Colonization Society of the province of Quebec."

It is further ordered that, unless inconsistent therewith, the provisions of section X of chapter VII, of title IV of the R. S. P. Q., shall apply to the said society, and that the present order in council be published in the "Official Gazette", the whole according to the terms of article 1742 of the R. S. P. Q.

1422

GUSTAVE GRENIER,
Clerk of the Executive Council.

Québec, 23rd April, 1909.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, by Errol Lindsay, esquire, notary public, practising and residing in the town of Roberval, county of Lake Saint John, district of Chicoutimi, asking for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Joseph Charles Lindsay, in his lifetime notary public, practising in the said town of Roberval, county and district aforesaid; in accordance with the provisions of the municipal code.

1916

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

Québec, 23rd April, 1909.

Notice is hereby given that application has been made to the Lieutenant Governor in Council, by the municipality of Péribonka, county of Lake Saint John, for authorization to publish in the french language only, any notice, resolution or by-law made and passed by the council of the said municipality.

Any representation to the contrary must be filed within the delay of two months following the second and last publication of the said notice.

1918

L. RODOLPHE ROY,
Provincial secretary.

PROVINCE OF QUEBEC.

SECRETARY'S OFFICE.

Considering the report of Mr. Jean Joseph Edmond Woods, one of the inspectors of public offices, asylums and prisons, duly approved by the lieutenant governor, on the 23rd of April, 1909, the undersigned certifies that the reformatory school established by the board of directors of The Boys Farm and Training School, at Shawbridge, county and district of Terrebonne, is fitted for the reception of offenders, professing the protestant religion, who may be sentenced to detention, in a reformatory prison, to the number of 36 inclusively, from any part of the province.

1914

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that pursuant to the Statute 4 Edward VII, chapter 34 (Quebec) and amendments, the International Portland Cement

Cement Company, Limited", par procuration en date du 21 avril 1909, a constitué Frederick Palen, de la cité de Hull, dans la province de Québec, comme son principal agent dans la province, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions ou procédures contre elle dans la province, et que la dite procuration a été transmise au Secrétaire de la province tel que requis par le dit Statut.

International Portland Cement

Company, Limited.

GORMULLY, ORDE & POWELL,

Solliciteurs de la dite compagnie.

Ottawa, 21 avril 1909.

1907

Company, Limited, has, by power of attorney dated the 21st April, 1909, constituted Frederick Palen, of the city of Hull, in the province of Quebec, as its chief agent in the province for the purpose of receiving services in any suit or proceeding against it within the province, and that the said power of attorney has been forwarded to the provincial Secretary as required by the said statute.

International Portland Cement

Company, Limited.

GORMULLY, ORDE & POWELL,

Their solicitors.

Ottawa, 21st April, 1909.

1908

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 17.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS : — Dimes Assali vs Salhani, 882 ; Bajot vs Baudart, 881 ; Barry vs Desrochers, 882 ; Côté vs. Charland, 881 ; Germain vs Germain, 880 ; Gouin vs Mayrand, 882 ; Joseph vs Shapiro, 880 ; Lacoursière vs Jacob, 880 ; Lavallée vs Gagnon, 881 ; Paradis vs Jean, 883 ; Payette vs Swinburne, 880 ; Robinovith vs Dorobaner, 881 ; Tremblay vs Audet, 881 ; Vachon vs Roy, 882.

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS : — Bacon vs Standish, 882 ; Rancour vs Doucet, 881.

AFFERMAGE DE FORCES HYDRAULIQUES : — Kai-Kai-Ke, 874 ; Island Rapids, 874.

ANNONCEURS : — Avis aux : — Concernant avis, etc., 867.

ASSURANCE : — Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Hermas, 880.

AVIS : — International Portland Cement Coy, 900 ; La Cie Lebel & Forgues, limitée, 880 ; The Boys Farm & Training School, 900.

BILLS PRIVÉS, P. Q. : — Avis au sujet des : — Assemblée législative, 877 ; Conseil législatif, 876.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE : — Dominion Light, Heat & Power Coy, 879 ; The Society of the Montreal General Hospital, 879.

FALLIS : — Authier, 884 ; Chaillé success., es-qual, 884 ; Constant, 885 ; Côté, 886 ; Crossman, 883 ; Crown Cap Mfg Co, 883 ; Dumais, 886 ; Fortin, 886 ; Gauvin & Frère, 886 ; Lacasse (Dme), 884 ; Lacombe, 885 ; Lavoie, 885 ; Lenghan & Fils, 887 ; Leonard succession, 885 ; Maillé, 885 ; Manny & Cie, 884 ; Nadeau, 883 ; Néron, 886 ; Perreault, 884 ; Plamondon & Co, 885 ; Renaud, 887.

LETTERS PATENTES : — Aqueduc Pointe-aux-Trembles, 869 ; Eastern Canada Mines Coy, 868 ; La Cie des Restaurants de Montréal, 872 ; Théâtre de la Comédie française de Montréal, 873 ; The Beaver Oil Coy, 871 ; Frank Carrel Coy, 870.

MUNICIPALITÉ, DEMANDE DE PUBLIER DANS UNE SEULE LANGUE : — Municipalité du village de Ayers Cliff, 874 ; Municipalité de Peribonca, 900.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 17.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY : — Dimes Assali vs Salhani, 882 ; Bajot vs Baudart, 881 ; Barry vs Durochers, 882 ; Côté vs Charland, 881 ; Germain vs Germain, 880 ; Gouin vs Mayrand, 882 ; Joseph vs Shapiro, 880 ; Lacoursière vs Jacob, 880 ; Lavallée vs Gagnon, 881 ; Paradis vs Jean, 883 ; Payette vs Swinburne, 880 ; Rabinovith vs Dorobaner, 881 ; Tremblay vs Audet, 881 ; Vachon vs Roy, 882.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD : — Bacon vs Standish, 882 ; Rancour vs Doucet, 882.

LEASE OF WATER POWERS : — Kai-Kai-Ke, 874 ; Islands Rapids, 874.

ADVERTISERS : — Notice to : — Respecting notices, &c 867.

INSURANCE : — Mutual Fire Insurance Company of the parish of Saint Hermas, 880.

NOTICE : — International Portland Cement Coy, 900 ; La Cie Lebel & Forgues, limitée, 880 ; The Boys Farm & Training School, 900.

PRIVATE BILLS, P. Q. : — Notices respecting the : — Legislative Assembly, 877 ; Legislative Council, 876.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE : — Dominion Light, Heat & Power Coy, 879 ; The Society of The Montreal General Hospital, 879.

INSOLVENTS : — Authier, 885 ; Chaillé estate, es-qual, 884 ; Constant, 885 ; Côté, 886 ; Crossman, 883 ; Crown Cap Mfg Co, 883 ; Dumais, 886 ; Fortin, 886 ; Gauvin & Frère, 880 ; Lacasse (Dme), 884 ; Lacombe, 885 ; Lavoie, 885 ; Lenghan & Fils, 887 ; Leonard estate, 885 ; Maillé, 885 ; Manny & Cie, 884 ; Nadeau, 883 ; Néron, 886 ; Perreault, 884 ; Plamondon & Co, 885 ; Renaud, 887.

LETTERS PATENT : — Aqueduc Pointe-aux-Trembles, 869 ; Eastern Canada Mines Coy, 868 ; La Cie des Restaurants de Montréal, 872 ; Théâtre de la Comédie française de Montréal, 873 ; The Beaver Oil Coy, 871 ; Frank Carrel, 870.

MUNICIPALITY AUTHORIZED TO PUBLISH IN ONE LANGUAGE ONLY : — Municipality of the village of Ayers Cliff, 874 ; Municipality of Peribonca, 900.

MUNICIPALITÉ, DEMANDE ACCORDÉE DE PUBLIER DANS UNE SEULE LANGUE : — Municipalité Nord de la paroisse Saint-Joseph de Blandford, 868.

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES : — Demande d'annexer ou d'ériger : — D'Issoudum, 874 ; Ville de la Côte-des-Neiges, 873 ; Saint-Jean Berchmans, 899.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE : — Annexées ou érigées : — Divers lots de Wakefield à Portland Ouest, 868.

NOMINATIONS : — Juges de paix : Beauharnois, 867 ; Joliette, 867 ; Terrebonne, 867 ; Trois-Rivières, etc, 867.

NOTAIRES, MINUTES DE, DEMANDE DE TRANSFERT : — J. Arthur Mireault, 873 ; Jean-Baptiste Beauregard, 873.

ORDRE DE COUR : — Rousseau vs St. Pierre, 887.

SOCIÉTÉ : — Société mutuelle de colonisation de la province de Québec, 900.

VENTES D'EFFETS NON RÉCLAMÉS : — Canadian Express Coy, 883 ; Dominion Express Co, 880.

VENTES PAR LES SHERIFFS :

ARTHABASKA : — Hamel vs Lacasse, 887.

BEAUCE : — Drapeau, failli, 888.

BEDFORD : — Labine vs Gervais, 888.

CHICOUTIMI : — Boily vs Potvin, 889 ; La Banque Nationale vs La Cie de Pulpe Ouatchouan, 889.

GASPÉ : — Alexander & Co vs Vignot, 890 ; The LeBoutillier Bros Coy vs Denis, 890.

IBERVILLE : — La Banque de Sainte-Hyacinthe et al vs Devilliers, 892 ; Huot vs Baril, 891.

MONTREAL : — Benard vs-ql vs Benard, 893 ; Grand et al vs Dame Gravel, 892 ; Labelle (Rév) et al vs-ql vs Audet, 893 ; Les commissaires d'écoles de la municipalité de Villery vs Morriseau, 892.

OTTAWA : — Miquelon vs Boisvert, 894 ; Riopelle vs Ethier, 894 ; St. Denis vs Labelle, 894.

QUEBEC : — Paradis vs Robitaille vs-ql, 896 ; Bouillé vs Beupré, 895 ; Naud (Dame) vs Labbé, 896 ; Pepin vs Lesieur, 895.

RIMOUSKI : — L'Espérance vs (Dame) Brochu, 897.

SAINT-FRANÇOIS : — Godbout vs Godbout, 897 ; Hovey vs Clark, 897 ; Laporte, Martin & Cie vs Dufresne, 898.

TROIS-RIVIÈRES : — Trudel vs Hébert, 899.

MUNICIPALITY : — Authorized to publish in one language only : — North Municipality of the parish Saint Joseph de Blandford, 868.

SCHOOL MUNICIPALITIES : — Application to annex or to erect : — D'Issoudum, 874 ; Town of La Côte-des-Neiges, 873 ; Saint Jean Berchmans, 899.

SCHOOL MUNICIPALITIES : — Annexed or erected : — Several lots of Wakefield to West Portland, 868.

APPOINTMENTS : — Justice of the peace : Beauharnois, 867 ; Joliette, 867 ; Terrebonne, 867 ; Three Rivers, etc, 876.

NOTARIAL MINUTES, APPLICATION FOR TRANSFER : — J. Arthur Mireault, 873 ; Jean Baptiste Beauregard, 873.

ORDER OF THE COURT : — Rousseau vs St. Pierre, 887.

SOCIETY : — Mutual colonization of the province of Quebec, 900.

SALES OF UNCLAIMED SHIPMENTS : — Canadian Express Coy, 883 ; Dominion Express Co, 880.

SHERIFFS' SALES :

ARTHABASKA : — Hamel vs Lacasse, 887.

BEAUCE : — Drapeau, insolvent 888.

BEDFORD : — Labine vs Gervais, 888.

CHICOUTIMI : — Boily vs Potvin, 889 ; La Banque Nationale vs La Cie de Pulpe de Ouatchouan, 889.

GASPÉ : — Alexander & Co vs Vignot, 890 ; The LeBoutillier Bros Coy vs Denis, 890.

IBERVILLE : — La Banque de Saint-Hyacinthe et al vs Devilliers, 892 ; Huot vs Baril, 891.

MONTREAL : — Benard vs-ql vs Benard, 893 ; Grand et al vs Dame Gravel, 892 ; Labelle (Rév) et al vs-ql vs Audet, 893 ; The school commissioners of the municipality of Villery vs Morriseau, 892.

OTTAWA : — Miquelon vs Boisvert, 894 ; Riopelle vs Ethier, 894 ; St. Denis vs Labelle, 894.

QUEBEC : — Paradis vs Robitaille, vs-ql, 896 ; Bouillé vs Beupré, 895 ; Naud (Dame) vs Labbé, 896 ; Pepin vs Lesieur, 895.

RIMOUSKI : — L'Espérance vs (Dame) Brochu, 897.

SAINT FRANCIS : — Godbout vs Godbout, 897 ; Hovey vs Clark, 897 ; Laporte, Martin & Cie vs Dufresne, 898.

THREE RIVERS : — Trudel vs Hébert, 899.